

MODERNISATION DU TRANSPORT DE VOYAGEURS

Le ministère dévoile son plan

• Des associations saluent la décision de Tebboune

Le ministère des Transports a dévoilé hier son plan pour le renouvellement du parc national de transport. Ce plan s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des instructions du président de la République relatives au retrait des bus vétustes de plus de 30 ans du parc national. P 3



ACTIVITÉ DE DISTRIBUTION DE TABAC
**Les modalités d'octroi
des agréments fixées** P 2

CHUTE D'UN BUS
DANS L'OUED EL HARRACH
**Le Premier ministre
au chevet des blessés** P 3

ELLE A SIGNÉ DEUX CONVENTIONS
AVEC ALNAFT
**L'américaine Oxy consolide
sa présence en Algérie** P 5

MINISTÈRE DES FINANCES

Ouverture de 70 postes de haut niveau à la candidature

Par S R.

Dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer ses capacités managériales et administratives, le ministère des Finances a annoncé l'ouverture des candidatures pour 70 postes de haut niveau, répartis entre l'administration centrale et les services extérieurs du secteur.

Selon le communiqué, 20 postes seront pourvus au niveau de l'administration centrale, tandis que 50 postes seront attribués aux directions régionales et locales relevant du ministère. Pour prétendre à ces postes, les candidats doivent remplir plusieurs conditions strictes : « être titulaires d'un diplôme universitaire en finances, comptabilité, gestion ou dans une spécialité connexe ; justifier d'une expérience professionnelle d'au moins sept années, notamment dans des fonctions administratives ou de direction ; être âgés d'au moins **35 ans ; faire preuve de compétence, d'initiative et d'un esprit de travail collaboratif et assurer une disponibilité et une réactivité totales».

Selon la même source, les dossiers doivent être transmis exclusivement par voie électronique, en format PDF, et comporter : un curriculum vitae détaillé, une lettre de motivation, des copies des diplômes universitaires, le formulaire de candidature, ainsi que tout document justificatif jugé pertinent.

Le ministère des Finances a indiqué que la date limite de dépôt des candidatures est fixée au 4 septembre 2025, précisant qu'une commission spécialisée sera chargée de l'examen des dossiers, en s'appuyant sur des critères de compétence, d'expérience et de pertinence du parcours professionnel au regard des besoins du secteur. Seuls les candidats retenus après la phase initiale de sélection seront contactés.

À travers cette initiative, le ministère des Finances entend donner un nouvel élan à son management interne et renforcer son efficacité, tant au niveau central que régional, en s'appuyant sur des profils qualifiés capables d'accompagner les réformes en cours dans la gestion financière publique.

ACTIVITÉ DE DISTRIBUTION DE TABAC

Les modalités d’octroi des agréments fixées

Un arrêté ministériel, publié dans le Journal officiel n° 53 du 24 juin 2025, fixe désormais les modalités de délivrance de l’agrément pour l’exercice de l’activité de distribution de produits tabagiques en Algérie, ainsi que les termes du cahier des charges que devront respecter les opérateurs concernés.

Par Selma R

Cette nouvelle réglementation, signée par le ministre des Finances Abdelkrim Bouzred, vise à encadrer davantage une activité sensible, en lien direct avec la fiscalité et la régulation du marché du tabac. Selon le texte, seules les personnes physiques de nationalité algérienne, disposant de leur domicile fiscal en Algérie, et les sociétés de droit algérien dont les associés ou actionnaires remplissent les mêmes conditions, sont habilitées à solliciter un agrément. Les fabricants de tabac peuvent également exercer la distribution, mais uniquement à travers une filiale spécialement créée à cet effet. L'autorisation est délivrée par le Directeur général des impôts, après la signature sans réserve du cahier des charges fixé par l'administration fiscale. Le postulant doit constituer un dossier comprenant notamment : une demande officielle

d'agrément, une copie du registre du commerce, l'attestation d'immatriculation fiscale, la pièce d'identité du gérant ou du propriétaire, les statuts pour les sociétés, la preuve de disponibilité d'un local (propriété ou location), ainsi que le cahier des charges dûment signé. Une enquête de conformité est ensuite menée par les services fiscaux sur les lieux d'activité. Un procès-verbal de constat est établi et transmis, avec l'avis des directions des impôts compétentes, à la Direction générale des impôts (DGI) dans un délai maximal de 30 jours. Le Directeur général des impôts dispose à son tour d'un délai de 30 jours pour se prononcer. La décision d'octroi ou de rejet est notifiée au postulant dans les 8 jours. En cas de refus, l'opérateur peut introduire un recours dans les 30 jours qui suivent. Le texte prévoit également des dispositions strictes en matière de contrôle. Toute violation du cahier des charges ou des disposi-

tions légales en vigueur entraîne le retrait de l'agrément, après mise en demeure restée sans suite. Le retrait peut aussi être prononcé en cas de cessation définitive d'activité. La DGI est tenue de transmettre, chaque trimestre, un état récapitulatif à l'Autorité de régulation du marché du tabac, mentionnant la liste des agréments délivrés et des décisions de rejet. Par ailleurs, les distributeurs déjà en activité disposent d'un délai d'une année, à compter de la publication de l'arrêté, pour se conformer aux nouvelles exigences. Au-delà de la mise en conformité administrative, ce nouveau dispositif traduit la volonté des pouvoirs publics de renforcer le contrôle d'une filière stratégique, marquée par des enjeux économiques et fiscaux importants. Il vise aussi à lutter contre l'informel et à assurer une meilleure traçabilité dans la distribution des produits tabagiques.

CHAMBRE DE LA PÊCHE ET DE L’AQUACULTURE D’ORAN

Signature de plusieurs conventions pour moderniser le secteur

Par R E.

La Chambre de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Oran a conclu, depuis le début de l'année 2025, une série de conventions de coopération avec plusieurs établissements visant à impulser une nouvelle dynamique au secteur, a indiqué son directeur, Abdelbasset Hamri. Il s'agit d'accords qui visent à moderniser le secteur, à travers la modernisation des outils de production, le renforcement des capacités des professionnels et l'accompagnement des startups innovantes, a-t-

il souligné. Ainsi, six accords ont été signés avec des organismes nationaux dans des domaines divers, notamment la recherche scientifique, la formation, les assurances et le financement, et d'autres le seront prochainement, a-t-il précisé, ajoutant que l'objectif de ces conventions est de consolider les bases d'un secteur performant, durable et compétitif, en phase avec les exigences technologiques actuelles. Parmi les conventions phares figure celle conclue avec le Laboratoire de recherche en gestion des entreprises et en développement éco-

nomique de l'Université de la formation continue d'Oran. Par ailleurs, une convention tripartite a été conclue avec l'Institut de technologie de la pêche maritime et de l'aquaculture et le Laboratoire des sciences et de l'ingénierie maritimes de l'Université des sciences et de la technologie (USTO), pour le développement de projets conjoints en matière d'innovation et de formation technique. Dans le domaine économique, la Chambre a paraphé des accords avec la SAA pour l'assurance des équipements et navires, assurant ainsi un environnement d'investisse-

ment plus sécurisé. En outre, une convention avec la Caisse de coopération agricole a été signée afin de faciliter l'accès au financement pour les petits porteurs de projets, renforçant ainsi la viabilité financière des initiatives dans la pêche et l'aquaculture, selon le même responsable. D'autres conventions seront prochainement signées, notamment avec le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc), pour le lancement de projets de recherche en commun dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture.

TOURISME

Plus de 1,7 million d’Algériens ont visité Tunis

Par M. A.

La Tunisie confirme une nouvelle fois sa place de destination privilégiée pour les Algériens. Selon des statistiques officielles tunisiennes, pas moins de 1 743 497 touristes algériens ont franchi les frontières tunisiennes, terrestres et aériennes, entre le 1er janvier et le 10 août 2025. Durant les dix premiers jours du mois d'août, le pays voisin a accueilli 154 384 visiteurs algériens, soit une moyenne de 15 000 entrées quotidiennes. Ce chiffre représente près de

neuf pour cent du total des arrivées algériennes enregistrées depuis le début de l'année. Les postes frontaliers d'Oum T Boul Meloula et d'El-Ayoun Babouch, dans la wilaya d'El-Tarf, ainsi que celui d'Ouled Moumen El-Jalil, dans la wilaya de Souk Ahras, concentrent à eux seuls près de soixante-dix pour cent du trafic, avec un record de 9 864 passages pour la seule journée du 15 août. Au total, les Algériens représentent 28 pour cent de l'ensemble des touristes ayant visité la Tunisie depuis janvier, sur un total de 6 258 096 visiteurs toutes nationalités confondues. Une

proportion qui confirme l'importance stratégique du marché algérien pour le secteur touristique tunisien. Le directeur général de l'Office national du tourisme tunisien, Mohamed Mehdi Heloui, a rappelé récemment que les autorités tunisiennes accordent une attention particulière aux visiteurs algériens, qu'il a qualifiés de membres de la famille plus que de simples voisins. En 2024, la Tunisie avait accueilli plus de 10,25 millions de touristes, dont près du tiers étaient des Algériens.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmioub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M’hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MODERNISATION DU TRANSPORT DE VOYAGEURS

Le ministère dévoile son plan

Le ministère des Transports a dévoilé hier son plan pour le renouvellement du parc national de transport. Ce plan s’inscrit dans le cadre de la concrétisation des instructions du président de la République relatives au retrait des bus vétustes de plus de 30 ans du parc national.

Par Sirine R.

En effet, le ministre Saïd Sayoud a présidé hier à Alger une réunion à cet effet, ayant pour objectif de moderniser la flotte nationale et de garantir un service public de transport sûr, moderne et organisé.

« La réunion s’est conclue par la réaffirmation du ministre que le ministère des Transports, en coordination étroite avec les partenaires sociaux, est déterminé à appliquer avec rigueur et efficacité les instructions du Président de la République, à travers un plan intégré visant à renouveler le parc national de transport et assurer un transport public sûr, moderne et organisé, au service du citoyen et de la nation», indique la même source.

Selon le plan dévoilé, l’opération se déroulera en deux étapes. La première consiste au retrait des bus de plus de 30 ans dans un délai de six mois. Quant à la deuxième, elle consistera au retrait des bus de plus de 20 ans à une échéance ultérieure.

Pour réussir cette opération, le ministère entend accompagner les transporteurs grâce à des incitations fiscales et douanières pour l’acquisition de véhicules neufs ou de bus de moins de cinq ans, tout en encourageant la production locale afin de soutenir l’économie nationale.

Lors de cette rencontre, à laquelle ont participé des représentants de l’Union nationale des transporteurs (UNAT), de l’UGCAA, ainsi que des organisations professionnelles, plusieurs préoccupations ont été exprimées : l’oc-



trois d’exonérations fiscales et douanières pour faciliter le renouvellement du parc, la révision des tarifs de transport, la qualification et l’encadrement des conducteurs et la mise en place de dépistages systématiques de stupéfiants pour les chauffeurs.

Les partenaires sociaux ont salué l’accompagnement du ministère et réaffirmé leur disposition à coopérer pour la réussite de cette réforme.

Des mesures organisationnelles sur le terrain

Le ministère prévoit la création de commissions wilayales mixtes pour inspecter les bus sur le plan de la sécurité et délivrer des autorisations de circulation uniquement après validation des procès-verbaux de contrôle.

Un numéro vert sera également mis en



place au niveau des directions de wilaya du transport afin de signaler toute infraction.

Par ailleurs, une équipe de travail conjointe sera installée avec les représentants des transporteurs pour assurer un suivi régulier des dossiers et trouver des solutions aux préoccupations exprimées.

Le ministre Sayoud a insisté sur le rôle essentiel des transporteurs dans la réussite de cette réforme et appelé à agir avec responsabilité, en plaçant l’intérêt du citoyen au centre des priorités.

En somme, cette initiative marque le lancement d’un plan national ambitieux de renouvellement du parc de transport public, qui vise à améliorer la sécurité, la qualité et la modernité du service rendu aux usagers.

RETRAIT DES BUS VÉTUSTES

Des associations saluent la décision de Tebboune

Par Mourad A.

La tragédie routière qui a endeuillé le pays le 16 août, lorsqu’un bus de transport de voyageurs a chuté provoquant plusieurs morts et blessés, a ravivé le débat sur l’état du parc national des transports.

Moins de vingt-quatre heures après le drame, une mesure forte a été annoncée : sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tous les bus de transport de voyageurs vétustes, dont la durée de service dépasse trente ans, seront retirés de la circulation dans un délai de six mois.

Le ministère des Transports, qui a rendu publique cette décision, a précisé que les propriétaires de ces véhicules disposeront d’un délai légal pour les remplacer par des bus modernes, tout en assurant que toutes les facilités nécessaires leur seront accordées pour mener cette opération dans de bonnes conditions.

En parallèle, les enquêtes sur les accidents de la route seront élargies, incluant désormais le contrôle des auto-écoles afin d’évaluer la qualité de la formation dispensée aux conducteurs.

Cette orientation a reçu un large

soutien de la société civile.

Hadj Tahar Boulénouar, président de l’Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), a salué une « décision courageuse et nécessaire » qui permettra non seulement de moderniser le parc national de transport, estimé à plus de 220 000 véhicules dont 140 000 taxis et plus de 80 000 bus mais aussi de réduire les causes principales des accidents mortels.

Selon lui, près d’un tiers de ce parc est vétuste et nécessite un renouvellement urgent.

« La sécurité des voyageurs doit primer sur toute autre considération », a-t-il insisté, en adressant ses condoléances aux familles des victimes et ses vœux de prompt rétablissement aux blessés.

De son côté, l’Association nationale El-Aman pour la protection des consommateurs a également exprimé son soutien à cette décision présidentielle, tout en rappelant que le problème de la sécurité routière ne peut être réglé par des mesures ponctuelles.

Elle plaide pour une approche globale et intégrée, soulignant que l’Algérie enregistre chaque année plus de 4 000 décès et des dizaines de milliers de blessés sur ses

routes, un chiffre qui place le pays parmi les plus touchés au monde par ce qu’elle qualifie de « terrorisme routier ».

Dans une feuille de route détaillée, l’association met en avant dix axes d’action allant de l’éducation à la sécurité routière dans les écoles, à la modernisation des infrastructures et au durcissement des sanctions, en passant par la réforme des auto-écoles, le contrôle technique rigoureux des véhicules et l’intégration des nouvelles technologies pour prévenir les accidents.

Elle insiste également sur la nécessité de diversifier les modes de transport, afin de réduire la dépendance excessive à la voiture individuelle.

À travers ces réactions, un message clair se dégage : la lutte contre l’insécurité routière nécessite une volonté politique forte, appuyée par la société civile et les institutions.

La décision du président Tebboune de retirer du parc national les bus vétustes s’inscrit dans cette logique, en ouvrant la voie à une modernisation du secteur.

Mais pour de nombreuses associations, ce n’est qu’un premier pas vers une stratégie nationale durable et intégrée, capable de sauver des milliers de vies chaque année.

CHUTE D'UN BUS DANS L'OUED EL HARRACH
Le Premier ministre au chevet des blessés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, s’est rendu, dimanche matin, à l’établissement hospitalier spécialisé Salim Zemirli (Alger) pour s’enquérir de l’état de santé et des conditions de prise en charge des blessés victimes de la chute d’un bus de transport de voyageurs dans l’Oued El Harrach survenue vendredi dernier, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Le Premier ministre a transmis "la compassion de Monsieur le président de la République avec les blessés et leurs familles ainsi que son attachement personnel à suivre les conditions de leur prise en charge optimale et à mobiliser tous les moyens de l’Etat pour ce faire".

M. Larbaoui a également exprimé ses remerciements et sa considération aux staffs médicaux et paramédicaux chargés des soins et du suivi médical des blessés, saluant leur engagement jusqu’au rétablissement de ces derniers.

"En application des instructions de Monsieur le président de la République, et en coordination directe avec les services du Premier ministre, les différents secteurs concernés ont été mobilisés de manière coordonnée et régulière, dès la survenue de ce drame, notamment les services de la Protection civile et du ministère de la Santé, pour prendre les mesures urgentes à l’effet d’assurer une prise en charge rapide des victimes et des blessés, tout en mettant les établissements hospitaliers d’Alger en état d’alerte maximale, particulièrement les Urgences, qui ont rapidement accueilli les blessés", ajoute la même source.

"Les équipes médicales et paramédicales ont été également mobilisées pour assurer la prise en charge nécessaire, outre la mise en place d’une cellule de veille et de suivi au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), afin de garantir la disponibilité des médicaments nécessaires", conclut la même source.

ACCIDENTS DE LA ROUTE
Huit morts et 327 blessés ces dernières 24 heures

Huit (8) personnes sont décédées et 327 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique dimanche, un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d’Aïn Defla avec 3 morts et 31 blessés, suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs assurant la déserte Biskra-Oran et un camion, survenue sur l’autoroute Est-Ouest au lieudit Sidi Abed dans la commune d’Aïn Soltane.

Par ailleurs, le dispositif de la Protection civile pour la surveillance des plages autorisées à la baignade a permis le sauvetage de 584 personnes d’une mort certaine, la prise en charge de 230 personnes sur les lieux, et l’évacuation de 83 autres vers les structures sanitaires locales, poursuit le communiqué.

D’autre part, les secours de la Protection civile de la wilaya de Mostaganem ont prodigué des soins de première urgence à 11 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d’une cuisinière dans une habitation, dans la commune et daïra de Mostaganem.

Aussi, les secours de la Protection civile de la wilaya d’Alger sont intervenus pour secourir deux (2) personnes blessées, suite à une explosion de gaz dans un local de vente de thé et friandises, dans la commune de Douera.

S’agissant du dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, les équipes de la Protection civile ont procédé à l’extinction de 22 incendies dans plusieurs wilayas, relève la même source.

ÉTATS-UNIS
Le maïs et le soja terminent la semaine en hausse

Les prix du maïs ont poursuivi leur rebond, tandis que le soja a grimpé en réaction à une consommation intérieure dynamique aux États-Unis. Les cours du maïs ont poursuivi leur rebond vendredi soir à Chicago, après leur net décrochage subi mardi dernier après la publication du dernier rapport USDA. Les ventes encore soutenues de maïs américain à l'international ont notamment aidé à la reprise des cotations, malgré des estimations de récoltes au Brésil et aux États-Unis installées à des niveaux records. Les prix du blé ont de leur côté bénéficié de l'influence haussière du maïs pour terminer également la semaine en territoire positif. Les cours de la fève et de l'huile de soja ont aussi enregistré de nets gains ce vendredi soir, en réaction à une activité soutenue sur le marché intérieur. La trituration américaine de soja a encore bondi au-dessus des attentes du marché le mois dernier, selon la Nopa, à un nouveau record historique pour la période : 195,7 millions de boisseaux. Les stocks américains d'huile de soja sont dans le même temps restés relativement stables durant la période, à leur plus bas niveau depuis 21 ans (pour un mois de juillet). À la clôture de Chicago, le blé SRW à échéance décembre 2025 a progressé de 2,5 c\$/bu, à 5,27 \$/bu. Le maïs à terme décembre 2025 a grimpé de 8,0 c\$/bu à 4,05 \$/bu. La fève de soja à livraison novembre 2025 a augmenté de 14,0 c\$/bu, à 10,43 \$/bu.

BORDJ BOU ARRERIDJ
Réouverture de la forêt récréative de Boumergued

L'espace récréatif aménagé dans la forêt de Boumergued, située à l'entrée Est de Bordj Bou Arreridj, a "récemment" rouvert ses portes après une opération de réhabilitation et de réaménagement, a indiqué, dimanche, le directeur de la jeunesse et des sports (DJS), Djamel Dechir. Cet espace a été "aménagé et équipé à travers la plantation de plus de 400 arbustes, la création d'espaces verts spacieux, d'aires de jeux pour enfants, de kiosques de service et l'installation de plusieurs équipements répondant aux goûts et aux besoins de la population, le tout moyennant une enveloppe financière de 90 millions de dinars", a précisé le même responsable dans une déclaration à l'APS. M. Dechir a ajouté qu'une auberge de jeunes de 50 lits renforcera cet espace récréatif

"dans les tout prochains jours" à l'effet de promouvoir diverses activités de jeunesse à l'intention de visiteurs attendus de plusieurs wilayas. Des travaux portant sur la réalisation d'une piste d'athlétisme seront également engagés "dans les plus brefs délais", en plus de l'aménagement de pistes cyclables, de sentiers de randonnée et de circuits de course à pied. Il s'agit d'un espace destiné à constituer "un espace d'oxygénation pour les familles Bordjiennes et un lieu attractif pour les sportifs et les visiteurs qui s'y rendront depuis les wilayas voisines, tout en contribuant à la promotion du tourisme forestier dans la région", a encore indiqué le DJS, soulignant que des événements culturels et des activités de jeunesse y seront également organisés.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	430,00	0,00	1,72	2,09	7,59	8,14	1000	430 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 418,00	1414,00	-0,28	-0,96	-0,21	9,09	5,50	4892	6 917 288,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,11	5,25	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 281,00	2283,00	0,09	-0,09	0,56	10,89	5,48	3947	9 011 001,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,27	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-3,76	-5,91	3,63	5,47	0	0,00

LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

Déclaration d'utilité publique de la réalisation de deux tronçons

Un décret exécutif portant déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation de deux tronçons de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, a été publié au Journal officiel (JO) N 53. Il s'agit du tronçon Laghouat-Ghardaïa sur 265 km et le tronçon Ghardaïa-El Meniaâ sur 230 km, selon ce décret, signé par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, le 6 août en cours. Les terrains concernés par la déclaration d'utilité publique représente une superficie dépassant les 3.019 ha situés dans les wilayas de Laghouat, Ghardaïa et El Meniaâ. Les travaux du premier tronçon (Laghouat-Ghardaïa) comprennent notamment la réalisation des terrassements généraux, 21 viaducs, 17 ouvrages ferroviaires, 14 ouvrages routiers, un tunnel, 55 traversées de pipes ainsi que la réalisation de cinq gares à Bellil, Hassi R'mel, Berriane, Oued Netchou et Metlili, avec trois gares de croisement. Concernant le deuxième tronçons



(Ghardaïa-El Meniaâ), les travaux comprennent la réalisation des terrassements généraux, six viaducs, 35 ouvrages ferroviaires, sept ouvrages routiers, trois traversées de pipes, trois gares à Mansoura, Hassi Fehal et Hassi Gara, et trois gares de croisement. Ce projet a été déclaré

d'utilité publique "en raison du caractère d'intérêt général et d'envergure national et stratégique de ces travaux", selon le décret soulignant l'obligation d'allouer des indemnités à travers le Trésor public au profit des concernés par l'opération d'expropriation.

CAMPAGNE DE MOBILISATION DES COMPÉTENCES DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Les inscriptions prolongées jusqu’au 21 août

engouement suscité par la démarche. Cette prolongation vise à permettre à tous les experts algériens, à l'intérieur du pays et à l'étranger, de participer à ce projet stratégique, précise le ministère. Après avoir remercié les experts, ingénieurs et techniciens qui se sont inscrits, le ministère a invité les compétences qualifiées qui ne l'ont pas encore fait à s'inscrire durant la période de prolongation via la plateforme numérique dédiée à l'opération : <https://www.industrie.gov.dz/plateforme-a>. Pour rappel, sous le slogan «Avec des

compétences algériennes, nous construisons une véritable industrie mécanique», le ministère avait lancé cette campagne en vue de contribuer à la création d'un conseil d'expertises nationales dans l'industrie automobile et la fabrication de pièces de rechange, qui sera chargé d'élaborer le référentiel national en matière d'intégration industrielle, comme cadre de référence définissant les bases techniques et réglementaires pour un écosystème industriel performant et intégré.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 17 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Août 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			
DA / Kg		دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	52	البطاطا
	Tomate	84	101	68	الطماطم
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف
	Ail sec	496	575	416	الثوم الجاف
	Carotte	98	110	87	الجزر
	Navet	145	158	131	لفت
	Poivron	106	119	94	الفلفل الاخضر
	Piment	121	137	104	الفلفل الحار
	Courgette	112	126	98	الكوسة
	Haricot vert	228	251	204	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	145	158	131	الخس
Fruits frais	Pomme locale	361	445	278	التفاح المحلي
	Datte	603	723	483	التمر
	Banane	452	465	436	الموز
	Melon	86	99	73	البطيخ الاصفر
	Pastèque	75	86	65	البطيخ الاحمر
	Raisin	235	292	177	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1786	1909	1663	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	335	347	323	الدجاج
	Œufs (Unité)	19	20	17	البويض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)

ELLE A SIGNÉ DEUX CONVENTIONS AVEC ALNAFT

L'américaine Oxy consolide sa présence en Algérie

Un nouveau pas vient d’être franchi dans le partenariat énergétique entre l’Algérie et le groupe américain Occidental Petroleum (OXY). Dimanche à Alger, l’Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) et la compagnie américaine ont signé deux conventions portant sur la réalisation d’études techniques destinées à évaluer le potentiel en hydrocarbures sur deux périmètres stratégiques. Les zones concernées sont celles d’El Ouabed, situé dans le sillon de Benoud, et de Dahar, dans la partie nord des bassins de Berkine et Oued Mya.

Par Mourad A.

Selon Alnaft, ces accords s’inscrivent dans la continuité d’une coopération déjà ancienne et visent à identifier de nouvelles opportunités d’investissement dans l’exploration et le développement des hydrocarbures. Occidental Petroleum, dont le siège est basé aux États-Unis, figure parmi les grands acteurs mondiaux du secteur énergétique. Présente en Algérie depuis les années 1980, la compagnie a participé au développement de plusieurs projets majeurs, tels que le champ géant d’Ourhoud, le gisement de Hassi Berkine Sud et le complexe intégré d’El Merk inauguré en 2013. En 2020, elle a franchi une étape supplémentaire en acquérant les parts d’Anadarko dans plusieurs gisements du sud algérien, consolidant ainsi sa position dans le partenariat avec Sonatrach. Ces actifs, couvrant notamment Hassi Berkine, Ourhoud et El Merk, ont conforté le rôle de la société dans le développement des ressources du pays. Pour Alnaft, la signature de ces nouvelles conventions témoigne d’une volonté partagée d’approfondir l’évaluation du domaine minier national et de valoriser davantage ses ressources. Elle rappelle que l’expérience d’Occidental en Algérie s’est traduite par des apports technologiques et financiers décisifs, contribuant à améliorer les performances des grands gisements. Ce retour marqué de la compagnie américaine dans la prospection et l’étude de nouveaux périmètres confirme son intérêt

renouvelé pour le marché algérien, après une période où son implication avait connu un ralentissement. Les études engagées pourraient ouvrir la voie à des phases de développement et de production, renforçant ainsi la place de l’Algérie comme partenaire stratégique des grandes compagnies pétrolières internationales dans un contexte mondial en quête de sécurisation des approvisionnements énergétiques.

Engouement des américains

La présence renforcée d’Occidental Petroleum s’inscrit dans une dynamique plus large, celle du retour progressif des grandes compagnies américaines en Algérie. Après plusieurs années de discussions, Alger est désormais proche de conclure des accords stratégiques avec deux autres géants de l’énergie, Chevron et ExxonMobil, autour de projets d’exploration et d’exploitation de nouvelles réserves gazières. Le président d’Alnaft, Samir Bekhti, a récemment confié à Bloomberg que les négociations avec ces deux sociétés étaient à un stade avancé. Les aspects techniques ayant été pratiquement finalisés, il ne reste que la dimension commerciale à arrêter. Cette orientation traduit la volonté de l’Algérie de diversifier et de renforcer ses partenariats, tout en poursuivant l’objectif ambitieux d’atteindre une production de 200 milliards de m³ de gaz d’ici 2030, contre un peu plus de 100 milliards actuellement. Une perspective qui répond à la fois à la hausse de la consommation inté-

rieure et à la nécessité de consolider le rôle de l’Algérie comme fournisseur majeur de l’Europe. Les contacts politiques de haut niveau illustrent également l’importance accordée à ce rapprochement. Fin juin, le président Abdelmadjid Tebboune a reçu des délégations de Chevron et d’ExxonMobil, marquant un signal fort en faveur d’un partenariat durable. Ces discussions s’ajoutent aux mémorandums de coopération déjà signés en 2024 avec Sonatrach, notamment pour l’étude des potentiels hydrocarbures dans les bassins d’Ahnet et de Gourara. Les majors américains s’intéressent aussi au potentiel offshore algérien. Chevron, par exemple, a mené une étude exploratoire sur les ressources en mer, notamment au large de Béjaïa et Jijel. Les résultats, attendus prochainement, pourraient ouvrir de nouvelles perspectives pour l’industrie nationale des hydrocarbures. Avec des réserves de gaz estimées à près de 707 trillions de pieds cubes, l’Algérie se classe au troisième rang mondial. Dans un marché international marqué par la recherche de sécurité énergétique, cette ressource place le pays au cœur des enjeux géostratégiques. Pour de nombreux observateurs, l’arrivée concertée de Chevron, ExxonMobil et Occidental confirme le retour en force des compagnies américaines et redessine la carte des alliances énergétiques de l’Algérie.

EN RAISON D'UNE OFFRE EXCÉDENTAIRE

Le pétrole brut chute pour la deuxième semaine consécutive

Les prix du pétrole WTI et Brent continuent de baisser en raison d'une offre excédentaire ; les prix de l'essence sur le marché intérieur ont également diminué aujourd'hui. Dimanche matin, les prix mondiaux du pétrole ont continué de baisser. Le WTI a perdu 1,16 USD à 62,8 USD le baril, tandis que le Brent a reculé de 0,99 USD à 65,85 USD le baril. Il s'agit de la deuxième semaine consécutive de baisse des prix du pétrole, ce qui a entraîné de nombreuses fluctuations sur le marché mondial de l'énergie. La principale raison est que les données économiques chinoises ne sont pas très bonnes, la production industrielle chutant fortement et les ventes au détail progressant lentement. Parallèlement, les investisseurs attendent la rencontre entre le président américain Donald Trump et le président russe Vladimir Poutine, dans l'espoir d'un accord de cessez-le-feu en Ukraine. En cas de succès, les approvisionnements en pétrole russe pourraient revenir sur le marché, exerçant une pression à la baisse supplémentaire sur les prix. Des organisations telles que Bank of America et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoient toutes deux que l'excédent pétrolier restera élevé, avec une moyenne de 890 000 barils par jour au cours des 12 prochains mois. L'augmentation de la production de l'OPEP+ et de l'Amérique du Sud continue de compliquer la remontée des prix du pétrole à court terme.

Agence

MARCHÉ MONDIAL DU PÉTROLE

Des projections contrastées

Synthèse S R.

Entre optimisme de l’OPEP, prudence de l’AIE et ajustements de l’EIA, les perspectives mondiales de l’offre et de la demande pétrolières demeurent incertaines. Les perspectives pétrolières mondiales pour 2025 et 2026 font l’objet de fortes divergences entre les grandes institutions de référence. Tandis que l’OPEP reste la plus optimiste quant à la croissance de la demande, l’Agence internationale de l’énergie (AIE) maintient une approche prudente, et l’Energy Information Administration (EIA) américaine multiplie les ajustements. Cette disparité intervient dans un contexte d’amélioration des prévisions de croissance mondiale, d’apaisement relatif des tensions commerciales et de révisions successives des équilibres offre-demande. En 2025, l’OPEP table sur une hausse de la demande mondiale de 1,38 million de barils par jour (mb/j), contre 1,28 mb/j

dans ses estimations précédentes, portant le total attendu à 105,14 mb/j. Pour 2026, ses projections restent les plus élevées du marché. L’EIA a également relevé ses prévisions, anticipant une croissance de 0,98 mb/j en 2025 (contre 0,80 mb/j précédemment) et de 1,19 mb/j en 2026 (contre 1,05 mb/j), pour un total de 104,91 mb/j. À l’inverse, l’AIE adopte une approche nettement plus prudente. Elle a abaissé ses estimations à 685 000 barils/jour en 2025, soit une révision cumulée de –350 000 barils/jour par rapport à ses prévisions initiales, et à seulement 699 000 barils/jour en 2026 (contre 722 000 auparavant), pour un total de 104,44 mb/j. Les prévisions d’offre pétrolière hors OPEP+ connaissent elles aussi des divergences notables. Pour 2025, l’OPEP et l’AIE maintiennent leurs estimations à respectivement 0,81 mb/j et 1,35 mb/j, tandis que l’EIA a relevé sa prévision à 1,49 mb/j. Pour 2026, l’OPEP a revu ses chiffres à la baisse, à 0,63 mb/j (contre 0,73 mb/j),

pour un total de 54,64 mb/j, alors que l’AIE a opté pour une révision haussière, à 1,03 mb/j (contre 0,93 mb/j). L’EIA, de son côté, a réduit ses projections à 0,69 mb/j (contre 0,83 mb/j). Globalement, l’AIE a relevé ses prévisions de croissance de l’offre mondiale de 370 000 barils/jour en 2025 (soit un total de 2,5 mb/j) et de 620 000 barils/jour en 2026 (soit 1,9 mb/j). Cette dynamique est directement liée à la décision récente de l’OPEP+ : le groupe des huit pays membres a annoncé en juillet 2025 une augmentation de 547 000 barils/jour en septembre, mettant fin aux réductions volontaires de 2,2 mb/j. Les niveaux de stocks confirment un resserrement du marché. Selon l’OPEP, les stocks commerciaux de pétrole des pays de l’OCDE ont diminué de 3,2 millions de barils en juin 2025, pour atteindre 2,789 milliards de barils, soit une baisse annuelle de 57,9 millions de barils et un déficit de 91,7 millions de barils par rapport à la moyenne quinquennale.

L’AIE fait état d’un recul encore plus marqué, de 28,8 millions de barils, portant les stocks de l’OCDE à 2,758 milliards de barils. L’EIA estime quant à elle ces stocks à 2,776 milliards de barils à la fin du premier semestre 2025. Ces divergences de prévisions traduisent les incertitudes pesant sur le marché pétrolier mondial. L’optimisme de l’OPEP s’appuie sur une croissance économique mondiale renforcée par le FMI, qui table sur une expansion de 3 % en 202* et 3,1 % en 2026, contre respectivement 2,8 % et 3 % auparavant. Mais l’approche plus prudente de l’AIE rappelle les incertitudes liées à la demande réelle, à l’évolution des politiques énergétiques et aux fluctuations géopolitiques. Entre croissance attendue de la consommation, ajustements de production et baisse des stocks, le marché pétrolier demeure en équilibre fragile, à la merci des tensions commerciales, des décisions de l’OPEP+ et des trajectoires économiques mondiales.

**MÉDÉA/DÉDOUBLEMENT
DU TRONÇON ROUTIER SIDI
NAÂMANE-BENI SLIMANE
Les travaux dépassent
les 80%**

Les travaux de dédoublement d'un tronçon de la route nationale N 18 reliant la localité de Sidi-Naamane à Beni-Slimane, à l'est de Médéa, affichent un taux d'avancement de plus de 80 %, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale des travaux publics (DTP). Lancés au début de l'année 2024, ces travaux concernent un linéaire de 23 km et s'inscrivent dans le cadre de la modernisation du réseau routier de la wilaya, a fait savoir le DTP, Mohamed Hellal. Le projet a nécessité le déplacement d'une partie de la conduite principale du système de transfert des eaux du barrage de Koudiate Acerdoune (Bouira), qui alimente plusieurs localités de Médéa, pour faciliter l'exécution des travaux et éviter tout retard, a-t-il expliqué à l'APS. Plusieurs sections du tronçon en chantier ont déjà été achevées et mises en exploitation, et les sections encore en travaux seront terminées dans les toutes prochaines semaines, a assuré M.Hellal. Le DTP a précisé que la modernisation de ce tronçon routier permettrait d'assurer la jonction entre les localités de l'est de la wilaya, en l'occurrence Sidi Naâmane, Beni Slimane, Guelb El Kebir et Sedraya, et la commune frontalière de Bir Ghbalou, dans la wilaya de Bouira. Le projet garantira également un accès rapide pour les automobilistes transitant par la route nationale 18 vers l'autoroute Nord-sud, via la pénétrante de la ville de Berrouaghia, a souligné le directeur des travaux publics.

**CONSTANTINE
Réouverture prochaine de la
gare routière de la cité
Boussouf**

La gare routière de la cité Boussouf, à Constantine, sera "prochainement" remise en service après d'importants travaux de réhabilitation et de modernisation, a indiqué, samedi, le président de l'assemblée populaire communale (APC) par intérim, Hakim Lafouala. Les actions entreprises pour la réhabilitation de cette infrastructure dont l'ouverture est prévue "avant la fin du mois d'août en cours", ont porté sur la réfection de l'étanchéité, la réparation de l'éclairage public, la rénovation des routes en plus d'autres travaux de peinture et d'aménagements intérieurs et extérieurs, a déclaré à l'APS le même élu. D'un délai de réalisation de 6 mois, l'opération de rénovation et de modernisation de cette structure a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de plus de 22 millions dinars puisée des plans communaux de développement (PCD) de l'exercice 2024, a-t-il fait savoir. La réouverture de cette gare "améliorera notablement de la qualité du service en matière d'accueil et de commodités offrant ainsi des conditions optimales aux voyageurs, tout en contribuant à alléger la pression sur les autres structures du genre de la wilaya. A noter qu'une vaste opération de nettoyage, de désherbage et de revêtement du sol a été engagée en début de semaine, sous la supervision des services de l'APC, en prévision de la réouverture de la gare et ce, avec la participation de plusieurs entreprises publiques locales dont la Société polyvalente des travaux de (SOPT), l'Etablissement public de réalisation et d'entretien des espaces verts (EDEVCO), l'Etablissement d'entretien de la voirie et de l'éclairage public (EVEPCO) et la Société de l'Eau et de l'Assainissement de Constantine (SEACO).

OUARGLA**Lancement de plusieurs projets
d'aménagement urbain**

Une série d'opérations d'aménagement urbain ont été lancées dans la commune d'Ouargla, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

Ces opérations, dont le coup d'envoi des travaux a été donné par les autorités locales, consistent notamment en la rénovation et l'extension du réseau d'éclairage public, de bitumage de routes, ainsi que de réalisation de trottoirs au niveau de plusieurs quartiers de cette collectivité locale, a-t-on expliqué. Il s'agit, entre autres, de l'aménagement du carrefour giratoire reliant la route nationale RN-49 à la route communale RC-12, en passant par le cimetière et la mosquée h-dhayfah ibn El-yaman dans la localité de Bamendil (périphérie d'Ouargla). Doté d'une enveloppe financière de plus de 18 millions de DA, un autre projet de réhabilitation de la RC-13 menant vers le site de réalisation de 1000 logements de type promotionnel aidé (LPA) à partir du carrefour giratoire de Sidi-Berdjel, a également été mis en chantier. Livrable dans un délai de trois mois, ce projet porte notamment sur le revêtement de trottoirs, la création d'espaces verts et l'installation de l'éclairage public. Parmi les opérations d'aménagement urbain lancées, figurent aussi des travaux de réhabilitation de la route re-



liant le bureau de poste à l'école nationale supérieure à Hay Ennasr, et celle reliant le lycée Chahid Abidli Ahmed au Collège d'enseignement moyen Moudjahid Saggar Mohamed dans le même pôle urbain. En outre, ce programme de développement comprend également des travaux d'aménagement et d'installation de l'éclairage public de la polyclinique de Hay Ennasr vers le dédoublement de la RC-10. A cette occasion, le chef de l'exécutif local, Abdelghani Filali, a mis l'accent sur la nécessité de res-

pecter les délais contractuels de réalisation de ces projets, en plus de choisir des espèces d'arbres adaptées aux caractéristiques climatiques de la région. Outre Hay Ennasr, plusieurs quartiers de la ville d'Ouargla bénéficieront de projets complémentaires d'aménagement similaires, a souligné le responsable, tout en appelant les citoyens et les associations locales à s'impliquer massivement à la protection de l'environnement en milieu urbain, et ce à travers les campagnes de boisement notamment.

TOUGGOURT**Près de 300 exploitations agricoles raccordées
au réseau d'électricité depuis début 2025**

Pas moins de 297 exploitations agricoles dans la wilaya de Tougourt ont été raccordées au réseau d'électricité, depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris samedi des services de la wilaya. Dotée d'un financement estimé à plus de 900 millions de DA, cette opération a permis le raccor-

dement de ces exploitations agricoles qui totalisent une superficie de 3.570 hectares (ha), alors que les travaux de raccordement de 150 autres exploitations agricoles à travers la wilaya devraient être achevés avant la fin 2025, a souligné la même source. Dans la même période, une enveloppe de trois (3) mil-

liards de DA a été allouée aux opérations de raccordement des périmètres agricoles dédiés aux cultures stratégiques au réseau d'électricité, en plus de la réalisation de 200 km de pistes agricoles. La direction de distribution relevant de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz)

s'attèle, en coordination avec la direction des services agricoles (DSA), à réaliser les opérations d'électrification susceptibles de promouvoir les activités agricoles et les investissements massifs dans cette wilaya qui dispose de potentialités prometteuses.

SOUK AHRAS**Ateliers de formation pour 170 membres
d'associations locales**

Des ateliers de formation de 170 membres d'associations locales ont été organisés samedi à la maison de la culture Tahar Ouettar de Souk Ahras à l'initiative de l'Observatoire national de la société civile (ONSC) dans le cadre du programme de consolidation des capacités des acteurs de la société civile et de leurs rôles vitaux dans les divers domaines liés à l'intérêt général. Dans une déclaration à l'APS à l'occasion, Mme Zoulikha Khouni, vice-présidente de l'ONSC, a précisé que ces ateliers encadrés par des enseignants universitaires, des présidents d'associations et des gestionnaires financiers ont abordé les axes

du "rôle de la société civile dans la consolidation du front intérieur et l'affrontement de la désinformation", "l'importance du rôle de la société civile dans la lutte contre les drogues", "les mécanismes de gestion administrative et financière des associations" et "le projet associatif et les mécanismes de financement". Ces ateliers d'une journée ont pour but, a-t-elle ajouté, "d'assurer la formation continue des acteurs de la société civile et des associations locales pour les initier à de nouvelles expériences qui leur permettront d'accomplir leurs missions avec professionnalisme, de contribuer avec efficacité au traitement des affaires

sociales et de renforcer la présence de la société civile en tant que partenaire essentiel au processus de développement et de construction de la conscience collective". L'initiative a été saluée par les participants qui ont exprimé leur espoir de voir par la suite ces rencontres de formation se multiplier à l'avenir au regard de leur impact positif sur le développement des performances associatives et sur l'élévation de la conscience au sein de la société de sorte à raffermir les valeurs citoyennes et consolider la contribution de la société civile au service du développement local et national.

Réguler l’IA ne suffit pas. Il faut démonter la logique qui l’introduit dans nos écoles

Introduire l’IA dans les écoles n’est pas un progrès, c’est un signe qui montre à quel point nous nous sommes éloignés de la finalité de l’éducation.

1^e partie

Par Jesse Hagopian (*)

En avril dernier, la secrétaire d’État à l’éducation, Linda McMahon, a pris la parole lors d’une importante conférence sur les technologies de l’information à San Diego et a affirmé avec une grande détermination que les élèves américains bénéficieraient bientôt d’un « enseignement A1 ». Elle l’a répété à l’envi – « A1 » au lieu de « AI ». « Le système scolaire va commencer à faire en sorte que les élèves de première année, ou même de maternelle, bénéficient chaque année d’un enseignement A1. C’est merveilleux », a-t-elle assuré à la foule. Ce moment est rapidement devenu viral. Les chroniqueurs de fin de soirée l’ont descendue en flammes. A.I. Steak Sauce a publié une fausse publicité : « Vous l’avez entendue. Chaque école devrait avoir accès à A.I. » [A.I. est le nom d’une sauce produite par la marque Kraft Heinz, NdT] C’était drôle – mais pas longtemps. Parce que derrière cette gaffe se cache quelque chose de bien plus inquiétant : la personne qui dirige la politique fédérale en matière d’éducation souhaite remplacer le processus émotionnel et intellectuel de l’enseignement et de l’apprentissage par un processus mécanique de fourniture de contenu, d’extraction de données et de surveillance se faisant passer pour de l’éducation. Cette démarche s’inscrit dans le cadre d’un programme plus vaste défendu par des milliardaires comme Bill Gates. « Les I.A. atteindront cette capacité, celle d’être un aussi bon enseignant que n’importe quel humain », a déclaré Gates lors d’une récente conférence destinée aux investisseurs dans le domaine des technologies éducatives. Comme l’a résumé un titre de presse : « Bill Gates affirme que l’IA remplacera les médecins et les enseignants d’ici 10 ans. » Il ne s’agit pas seulement d’une prévision, mais d’un fantasme libidinal – un rêve capitaliste qui consiste à remplacer les relations humaines par du code et des logiciels évolutifs, tandis que les institutions publiques sont vidées de leur substance au nom de « l’innovation. »

Les logiciels ne sont pas intelligents

Il nous faut arrêter de prétendre que les algorithmes peuvent penser – et il nous faut arrêter de croire que les logiciels sont intelligents. Même si utiliser le terme « IA » sera parfois nécessaire pour être compris, nous devrions commencer à trouver et utiliser un langage plus exact. Et non, je ne suis pas en train de dire que nous devons commencer à appeler « A1 » – sauf si nous parlons de la façon dont elle est étalée partout, que nous l’ayons demandée ou non. Ce que nous appelons IA serait mieux compris si

nous l’appelions « mimétisme artificiel » : une reflet sans pensée, une articulation sans âme. Le philosophe Raphaël Millière explique qu’en fait ce que ces systèmes font, ce n’est pas réfléchir ou comprendre, ils utilisent ce qu’il appelle le « mimétisme algorithmique » : une comparaison sophistiquée de modèles qui imite les performances humaines sans pour autant posséder la cognition humaine. Il écrit que les grands modèles pré-entraînés comme ChatGPT ou DALL-E 2 ressemblent davantage à des « caméléons aléatoires », qui ne se contentent pas de répéter des phrases mémorisées, mais se fondent dans le style, le ton et la logique d’une requête donnée avec une fluidité déconcertante. Cette capacité d’adaptation est impressionnante – et elle peut se révéler dangereuse – précisément parce que l’on peut facilement la confondre avec la compréhension. Ce que l’on appelle l’IA peut être utile dans certains contextes. Mais ce que nous appelons aujourd’hui l’IA dans les écoles ne pense pas, ne raisonne pas, ne comprend pas. Elle devine. Elle copie. Elle manipule la syntaxe et les modèles en se basant sur la probabilité et non sur le sens. Elle n’enseigne pas – elle incite. Elle ne guide pas, elle gère. En bref, elle imite l’intelligence. Mais le mimétisme n’est pas la sagesse. Ce n’est pas de la bienveillance. Ce n’est pas de la pédagogie. Le véritable apprentissage, comme l’a montré le célèbre psychologue Lev Vygotsky, est un processus social. Il se fait par le dialogue, les relations et l’élaboration d’un sens commun. L’apprentissage se déroule dans ce que Vygotsky a appelé la zone de développement proximal – cet espace entre ce qu’un apprenant peut faire seul et ce qu’il peut réaliser avec les conseils d’un enseignant, d’un pair ou d’un mentor plus expérimenté – quelqu’un qui peut répondre avec bienveillance, poser la bonne question et accompagner l’étape suivante.

Ce que l’IA ne peut pas faire

Elle ne peut pas sentir si le silence d’un élève est synonyme de confusion ou de traumatisme. Elle ne peut pas remarquer l’étincelle dans les yeux d’un étudiant lorsqu’il relie un concept à son expérience vécue. Elle ne peut pas voir la brillance derrière une idée désordonnée, mais non encore complètement développée, ou le potentiel d’une voix non conventionnelle. Elle ne peut pas construire une communauté bienveillante. Les entrepreneurs du secteur de l’éducation vantent les mérites de l’intelligence artificielle comme remède à tous les maux, depuis l’inégalité d’accès au soutien scolaire jusqu’au burn out des enseignants. Elle peut produire des faits, poursuivre avec des questions, proposer des corrections, faire des résumés ou suggérer les prochaines étapes, mais elle ne peut pas reconnaître le poids émotionnel de la

confusion ou la joie discrète d’une découverte intellectuelle. Ce travail – la véritable tâche d’enseignement et d’apprentissage – ne peut être automatisé. Les écoles ont besoin de plus d’assistants pédagogiques et de moins d’intelligence artificielle. Les outils d’IA tels que Magic School, Perplexity et School.ai sont pratiques : correction de la grammaire, reformulation des phrases, amélioration du ton. Mais ils poussent également les élèves vers des réponses stéréotypées qui leur permettront d’obtenir des notes élevées. L’IA incite les élèves à se conformer efficacement aux règles, et non à prendre des risques intellectuels ; ces outils enseignent le conformisme, et non l’originalité. Récemment, mon fils a utilisé Raina, le chatbot de MagicSchool, pendant l’un de ses cours de Terminale, pour faire des recherches sur son exposé sur Porto Rico. Les avantages en étaient évidents : des réponses instantanées, pas besoin de passer au crible des textes denses ou de multiples sites web. Mais Raina n’a jamais posé les questions essentielles : pourquoi une nation qui s’autoproclame « terre de liberté » considère-t-elle toujours Porto Rico comme une colonie ? Comment les systèmes d’IA comme le sien contribuent-ils à la crise climatique qui menace l’avenir de l’île ? Raina a fourni des réponses bien policées. Mais soulever des questions plus complexes et aider les élèves à gérer le poids émotionnel des réponses est le travail d’un enseignant humain. L’IA peut contribuer à simplifier les textes ou à faciliter l’écriture, mais elle peut aussi induire en erreur. Au fil du temps, elle entraîne les élèves à imiter ce que l’algorithme juge « efficace », plutôt qu’à développer leur propre style ou leurs propres idées. La lecture devient alors une simple extraction et non plus une mise en relation. L’âme de la littérature se perd lorsque la lecture devient une tâche mécanique et non un échange d’idées et d’émotions entre êtres humains. De nombreux enseignants, sous-payés et débordés, se tournent vers l’IA par nécessité. Cependant nous devons nous demander : pourquoi, dans le pays le plus riche de l’histoire du monde, les classes sont-elles si chargées – et les ressources si rares – que les enseignants sont obligés de faire appel à l’IA plutôt qu’à des assistants pédagogiques ? Pourquoi n’embauchons-nous pas davantage de documentalistes pour sélectionner des textes adaptés au niveau des élèves ou ne réduisons-nous pas la taille des classes afin que les enseignants puissent adapter eux-mêmes l’enseignement ? L’IA ne se contente pas d’uniformiser l’apprentissage : elle peut désormais surveiller le comportement numérique des élèves de manière particulièrement inva-

sive. Présentés comme des outils de sécurité, ces systèmes traquent ce que les élèves écrivent, recherchent ou publient, même lorsque les appareils sont fournis par l’école et emportés à la maison, étendant ainsi la surveillance à la vie privée des élèves. Au lieu de budgéter des conseillers, les écoles dépensent des milliers de dollars (comme les 58 000 dollars d’un district du New Jersey) pour des logiciels de surveillance. À Vancouver, dans l’État de Washington, une faille dans la sécurité des données a révélé l’ampleur des informations personnelles, notamment sur la santé mentale et l’identité LGBTQ+, qui étaient discrètement collectées. Une étude a révélé que près de 60 % des étudiants américains s’autocensurent lorsqu’ils sont sous contrôle. Comme l’expliquent Shreya Sampath et Marisa Syed, responsables d’Encode Justice, les élèves craignent que leurs « données soient collectées et commercialisées » et que leurs camarades « s’autocensurent dans des environnements d’apprentissage censés encourager l’exploration. » Ursula Wolfe-Rocca, enseignante dans une école défavorisée de Portland, dans l’Oregon, a décrit l’utilisation actuelle de l’IA comme étant « ad hoc », certains enseignants de son école l’expérimentant et d’autres ne l’utilisant pas du tout. Alors que son école est encore en train d’élaborer une politique officielle, elle s’inquiète de l’enthousiasme de certains membres du personnel et de l’administration pour l’IA, motivé par « un battage médiatique non fondé sur la façon dont l’IA peut aider à combler le fossé en matière d’équité. » La description de Wolfe-Rocca est à l’image d’une tendance nationale : L’utilisation de l’IA dans les écoles est inégale et très peu réglementée, et pourtant les districts encouragent de plus en plus son adoption. Même en l’absence d’un cadre réglementaire clair, le message que reçoivent de nombreux éducateurs est que l’IA arrive et qu’on attend d’eux qu’ils l’adoptent. Pourtant, cette pression s’accompagne souvent d’une absence de discussion sérieuse sur la pédagogie, l’éthique ou les inégalités structurelles que l’IA pourrait en fait aggraver, en particulier dans les écoles défavorisées comme la sienne.

Méfiez-vous de l’élixir numérique

Dans cette ruée vers l’or qu’est l’IA aujourd’hui, les entrepreneurs du secteur de l’éducation troquent les vieux scénarios de normalisation contre de belles promesses de personnalisation, vantant les mérites de l’intelligence artificielle comme remède à tous les maux, depuis l’inégalité d’accès au soutien scolaire jusqu’au burnout professionnel des enseignants.

(A suivre)

(*) Éducateur à Seattle, directeur de la campagne Teaching for Black Lives du Zinn Education Project, rédacteur pour Rethinking Schools et auteur du livre Teach Truth : The Struggle for Antiracist Education (Enseigner la vérité : la lutte pour une éducation antiraciste).

EGYPTE

Légère baisse du chômage au cours du deuxième trimestre 2025

L'Egypte compte 2,054 millions de chômeurs soit 6,1% de la population active, contre 2,111 millions au trimestre précédent. Le taux de chômage en Egypte s'est élevé à 6,1% de la population active au cours du deuxième trimestre (avril-juin) 2025, soit une baisse de 0,2% par rapport au trimestre précédent, selon le rapport de l'Agence centrale de la mobilisation publique et des statistiques (CAPMAS) publié vendredi 15 août. Selon le rapport de CAPMAS, le nombre de chômeurs s'élève à 2,054 millions c'est à dire 6,1% de la population active totale (932 mille hommes, 1,122 million de femmes), contre 2,111 millions au trimestre précédent, soit une baisse de 57 000 chômeurs (2,7%), et de 4000 chômeurs par rapport au même trimestre de l'année précédente (0,2%). La population active est formée de 33,614 millions d'individus contre 33,447 millions au cours du trimestre précédent, soit une augmentation de 0,5 %. La population active urbaine est formée de 14,853 millions d'individus, tandis que dans les zones rurales, elle s'élève à 18,761 millions d'individus. En ce qui a trait à la répartition par sexe, la population active compte 26,508 millions d'hommes et 7,106 millions de femmes. Le taux de chômage chez les hommes s'élève à 3,5 % au cours du trimestre en cours, contre 3,6 % au trimestre précédent et 4,2 % au même trimestre de l'année précédente. Le taux de chômage des femmes a atteint 15,8% au cours du trimestre en cours, contre 16,4% au trimestre précédent et 17,3% au même trimestre de l'année précédente. 28,9 % des chômeurs sont âgés entre 20 et 24 ans, soit le même taux qu'au trimestre précédent. 20,7 % de l'ensemble des chômeurs ont entre 25 et 29 ans, contre 20,4 % au trimestre précédent. 40,2% des chômeurs appartiennent à la tranche d'âge des 30-64 ans, contre 41,4% au trimestre précédent. Le nombre d'employées s'élève à 1,559 millions, contre 31,336 millions au trimestre précédent, soit une augmentation de 0,7 %. Le nombre d'employées dans les zones urbaines s'élève à 13,411 millions de salariés, tandis que le nombre d'employées dans les zones rurales s'élève à 18,148 millions de salariés. La tranche d'âge des 20-25 ans réalise la contribution la plus élevée à l'activité économique (62,4%). L'activité agricole et la pêche représentent la plus importante contribution des travailleurs aux activités économiques avec 6,709 millions de travailleurs (5,104 millions d'hommes, 1,605 million de femmes), représentant 21,3% du nombre total de travailleurs.

PARTENARIAT ARAMCO-BLACKROCK

Cap sur le développement gazier de Jafurah

Saudi Aramco a conclu un accord de cession-bail d'une valeur de 11 milliards de dollars avec un consortium dirigé par Global Infrastructure Partners, affilié à BlackRock, portant sur des actifs intermédiaires liés au développement gazier de Jafurah.

Dans le cadre de cet accord, la société nouvellement créée Jafurah Midstream Gas Co. (JMGC) obtiendra les droits de développement et d'exploitation de la Jafurah Field Gas Plant et de l'installation de fractionnement Riyas NGL, avant de les relouer à Aramco pour une période de 20 ans, selon un communiqué de presse. La société percevra un tarif de la part d'Aramco, qui conserve l'exclusivité de la réception, du traitement et de la valorisation du gaz brut issu du champ. Cette transaction représente l'un des plus importants investissements directs étrangers dans le secteur énergétique du Royaume et s'inscrit dans la continuité du partenariat stratégique entre Aramco et BlackRock. En 2022, BlackRock avait déjà co-dirigé un consortium d'investisseurs pour une participation minoritaire dans Aramco Gas Pipelines Co.

Dans un communiqué, Amin H. Nasser, président-directeur général d'Aramco, a déclaré : « Jafurah constitue une pierre angulaire de notre ambitieux programme d'expansion gazière, et la participation du consortium mené par GIP en tant qu'investisseur dans un actif clé de nos opérations gazières non conventionnelles démontre la solidité de notre projet. » Il a ajouté : « Cet investissement direct étranger reflète également l'attrait de la stratégie à long terme d'Aramco auprès des investisseurs internationaux. Alors que Jafurah s'apprête à démarrer la phase 1 de sa production cette année, le développement des phases suivantes progresse comme prévu. » Dans le cadre de l'accord, Aramco détiendra 51 % de JMGC, tandis que le groupe dirigé par GIP en possédera les 49 % restants. La transaction, qui ne comporte aucune restriction de volume de production, sera finalisée une fois les conditions habituelles remplies.

Jafurah, le plus grand champ de gaz non associé du Royaume, contient environ 229 000 milliards de pieds cubes de gaz brut et 75 milliards de barils de condensats. Le site est central dans le plan d'Aramco visant à augmenter de 60 % sa capacité de production de gaz entre 2021 et 2030, afin de répondre à la demande croissante. Bayo Ogunlesi, président-directeur général de GIP, a déclaré : « Nous sommes heureux de renforcer notre partenariat avec Aramco grâce à cet investissement dans les infrastructures gazières d'Arabie saoudite, un pilier clé des marchés mondiaux du gaz naturel. » L'accord a suscité un fort intérêt auprès des investisseurs internationaux, avec la participation de co-investisseurs d'Asie et du Moyen-Orient. Aramco a indiqué que cet accord contribuera à optimiser son portefeuille d'actifs et à générer davantage de valeur grâce au développement de Jafurah.

TUNISIE

L'envol de l'industrie des composants aéronautiques s'affirme au deuxième trimestre 2025

Au deuxième trimestre 2025, le secteur des composants aéronautiques en Tunisie s'est illustré par une croissance notable, reflétant une dynamique soutenue qui confirme la stratégie industrielle nationale. Cette progression traduit l'engagement des acteurs locaux et internationaux à consolider la place du pays sur la scène mondiale de l'aéronautique. La cheffe de cabinet du ministère de l'Industrie, Afef Chachi, a récemment officialisé le lancement d'un pacte de compétitivité dédié à l'industrie des composants aéronautiques, visant à structurer une vision

intégrée pour le développement du secteur. Ce projet s'inscrit dans une stratégie nationale liant étroitement les filières aéronautique et automobile, toutes deux identifiées comme prioritaires. L'objectif est d'accélérer la transition vers une industrie plus intelligente, fondée sur la recherche et l'innovation, afin de générer des emplois à haute valeur ajoutée. L'industrie aéronautique tunisienne, qui regroupe aujourd'hui environ 85 entreprises et emploie près de 17 000 personnes, se caractérise par des activités techniques complexes nécessitant un personnel hautement qualifié et des investissements sou-

tenus en recherche-développement. Cette spécificité limite l'automatisation mais garantit une maîtrise élevée des savoir-faire, particulièrement dans la fabrication de pièces mécaniques, le câblage électrique, ou encore la production de matériaux composites. L'année 2025 témoigne d'une accélération tangible avec, par exemple, l'extension significative de l'unité Mecachrome Tunisie implantée à Mghira, qui vient doubler sa capacité de production annuelle à 5 millions de pièces. Ce développement, soutenu par un investissement de 5 millions d'euros, est accompagné de

la création de 600 emplois supplémentaires, illustrant la fidélisation des acteurs industriels et la confiance dans le potentiel économique national. Les entreprises du secteur évoluent selon un modèle logistique unique, associant optimisation des coûts et des délais à des facilités douanières adaptées. Ce fonctionnement particulier, qui contribue à la compétitivité globale de la filière sur les marchés internationaux, est concentré majoritairement dans le Grand Tunis, notamment à Ben Arous, où la zone industrielle de El Mghira joue un rôle central.

KAUST

Publication d'une nouvelle étude sur la dégradation des terres

Une récente étude menée par l'Université des sciences et technologies du roi Abdallah (KAUST) propose un nouveau plan directeur pour atténuer l'impact mondial de la dégradation des terres. L'université saoudienne cherche à inverser cette menace croissante, tout en améliorant la sécurité alimentaire et hydrique, la stabilité sociale et la biodiversité. Publiée dans la revue scientifique multidisciplinaire Nature, l'étude avance plusieurs solutions pour inverser la trajectoire actuelle de dégradation des terres d'ici 2050. Parmi les recommandations figure l'augmentation de la production et de la consommation de produits de la mer afin de réduire la pression exercée par l'agriculture sur les terres. Une autre piste suggère de réduire le gaspillage alimentaire de 75 % — l'étude rappelant qu'un tiers de la nourriture produite est actuellement gaspillée, pour un coût dépassant les 1 000 milliards de dollars chaque année. Enfin, les auteurs appellent à restaurer 50 % des terres dégradées grâce à des pratiques de gestion durable. KAUST rappelle que la production ali-

mentaire utilise actuellement jusqu'à 34 % des terres émergées non couvertes de glace, un chiffre qui pourrait atteindre 42 % d'ici 2050 si rien ne change. Les scientifiques proposent de revoir les incitations économiques, d'augmenter les dons alimentaires et de promouvoir des portions plus petites dans les restaurants, afin de préserver jusqu'à 13,4 millions de km² de terres. « L'Arabie saoudite fait déjà beaucoup pour réduire le gaspillage alimentaire et restaurer les terres, mais elle pourrait tirer encore plus de bénéfices si les décideurs appliquent certaines recommandations clés », a déclaré Fernando Maestre, professeur en sciences et ingénierie de l'environnement à KAUST, à Arab News. « Cela inclut la promotion de repas plus petits dans les restaurants, l'obligation pour les supermarchés et hôtels de donner ou de solder les produits proches de la date de péremption, l'exigence pour les entreprises de publier des plans de réduction du gaspillage, l'investissement dans la chaîne du froid et la redistribution communautaire, ainsi que le développement

d'options durables en produits de la mer et algues, à forte valeur nutritionnelle et à faible usage des terres et de l'eau. » « Réduire le gaspillage alimentaire grâce à ces mesures soulagerait la pression sur les ressources hydriques limitées du Royaume, réduirait les émissions, renforcerait la sécurité alimentaire et permettrait des économies », a-t-il ajouté. L'étude souligne également l'importance d'une production durable de produits de la mer, et explique comment des politiques ciblées en matière d'aquaculture pourraient contribuer à diminuer la pression sur les ressources terrestres et à freiner la déforestation. « En transformant les systèmes alimentaires, en restaurant les terres dégradées, en exploitant le potentiel des produits de la mer durables et en favorisant la coopération entre nations et secteurs, nous pouvons inverser la courbe de la dégradation des terres », conclut Maestre. Cette étude a été menée en collaboration avec Aeon Collective et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

NIGERIA

Les assureurs disposent d'un an pour multiplier leur capital par cinq

Pays le plus peuplé du continent, le Nigeria reste un nain dans le domaine de l'assurance, avec une part de 2,1% dans les primes émises à l'échelle continentale. Le relèvement du capital minimum des différents acteurs du secteur vise à corriger cette anomalie.

La Commission nationale des assurances (NAICOM), l'autorité de régulation du secteur des assurances au Nigeria, a annoncé, mercredi 13 août, que les compagnies d'assurance et de réassurance disposent d'un délai de 12 mois pour se conformer aux nouvelles exigences en capital minimum, sous peine de perdre leur licence. Prévue par la nouvelle loi portant organisation du secteur, cette augmentation du capital minimum vise à renforcer la résilience financière des assureurs, à améliorer le règlement des sinistres et à attirer davantage d'investissements, a-t-on précisé de même source. Selon la nouvelle réglementation, les compagnies spécialisées dans l'assurance-vie devraient disposer d'un capital minimum de 10 milliards de nairas (6,52 millions de dollars) contre 2 milliards de nairas actuellement. Le capital minimum des sociétés spécialisées dans l'assurance dommages passera de 3 milliards de nairas à 15 milliards. Les compagnies de réassu-

rance sont, quant à elles, appelées à porter leur capital minimum de 10 à 35 milliards de nairas. Pour superviser la mise en œuvre du relèvement du capital minimum des acteurs du secteur des assurances, la NAICOM a mis en place un comité de 11 membres chargé de garantir la transparence et de vérifier que les nouveaux capitaux sont levés de manière légitime. Le président nigérian Bola Ahmed Tinubu avait promulgué, le mardi 5 août, une nouvelle loi portant organisation du secteur des assurances (la Nigerian Insurance Industry Reform Act/NIIRA), qui vise notamment à renforcer la solidité financière des compagnies d'assurance et de réassurance, à digitaliser leurs services et à mieux protéger les consommateurs à travers la création de certaines polices obligatoires et la création d'un fonds de garantie destiné à compenser les assurés en cas de faillite d'une société. Au Nigeria, le secteur des assurances reste peu développé comparativement aux autres grandes éco-

nomies africaines. En 2024, les compagnies d'assurance opérant dans le pays le plus peuplé du continent ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 1562 milliards de nairas (environ 1 milliard de dollars), selon des données présentées le 26 juin 2025 par l'Association des assureurs nigériens (NIA). Ce chiffre d'affaires est en hausse de 56 % par rapport à celui enregistré en 2023. Les primes non-vies se sont établies à 1092 milliards de nairas (environ 705,5 millions de dollars) contre 470 milliards de nairas (303,7 millions de dollars) pour les primes émises dans la branche vie. Le montant des sinistres réglés par l'ensemble des assureurs s'est limité à 622 milliards de nairas, soit 401,8 millions de dollars. Le Nigeria n'a représenté que 2,1 % des primes d'assurance émises sur le continent en 2023 contre 68,2% pour l'Afrique du Sud, 8,7% pour le Maroc, 4% pour l'Egypte et 3,9% pour le Kenya, selon le rapport 2024 de l'Organisation des Assurances Africaines (OAA).

CAMEROUN

Sahel Capital injecte 1,5 million \$ dans Nulla Group pour dynamiser la filière maïs

Au Cameroun, les PME agricoles font face à un important déficit de financement, accentué par un faible soutien bancaire. Selon la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), le déficit de financement des MPME au Cameroun est évalué à près de 8,7 milliards de dollars. Le gestionnaire de fonds Sahel Capital, basé au Nigeria, a accordé, à travers son Social Enterprise Fund for Agriculture in Africa (SEFAA), un prêt de 1,5 million de dollars à Nulla Group, une entreprise camerounaise dirigée par des femmes et spécialisée dans l'agrégation et la transformation du

maïs. Ce financement, annoncé cette semaine, vise à soutenir les petits producteurs locaux, tout en consolidant la chaîne d'approvisionnement dans un secteur agricole encore sous-financé. Basée dans la région de l'Ouest du Cameroun, Nulla Group travaille avec un vaste réseau de petits producteurs agricoles, leur offrant un accès à des marchés équitables. L'entreprise se distingue par l'utilisation de technologies agricoles avancées et de solutions logistiques qui aident à améliorer les rendements et à limiter les pertes après récolte. Son approche inclusive accorde une

attention particulière aux femmes rurales, en leur fournissant un accompagnement technique visant à renforcer leur productivité et leurs revenus. « Cet investissement nous permettra d'approvisionner davantage notre réseau de 1 700 petits exploitants agricoles et de rester un partenaire fiable dans l'écosystème maïsicole camerounais en pleine évolution », a déclaré Liza Kina Idum, fondatrice et PDG de Nulla Group. Lancé il y a quatre ans avec un capital de 26 millions de dollars, SEFAA soutient des PME agroalimentaires dans une douzaine de

pays d'Afrique subsaharienne, via des financements en dette, fonds propres et quasi-fonds propres. En 2024, Sahel Capital a investi 6,5 millions de dollars dans sept entreprises pour appuyer leur croissance, apprend-on. Cet investissement contribue à renforcer le financement du secteur agricole, qui joue un rôle clé dans l'économie nationale, mais reste confronté à d'importants défis, notamment en matière d'accès au crédit. Selon la Banque mondiale, l'agriculture représentait 17,4 % du PIB du Cameroun en 2024 et emploie plus de 40 % de la population active.

GABON

Certaines activités économiques désormais interdites aux étrangers

Une mesure intervient dans un contexte où les critiques contre la place des étrangers dans l'économie gabonaise se multiplient sur les réseaux sociaux. En juillet la Tanzanie avait annoncé une mesure similaire. Lors du Conseil des ministres tenu le 12 août 2025, le gouvernement gabonais a annoncé l'interdiction pour les étrangers d'exercer certaines activités économiques de proximité, dans le cadre d'une politique visant à « renforcer la souveraineté économique et promouvoir l'entrepreneuriat national », en particulier chez les jeunes et les femmes. L'objectif est de réserver à la population gabonaise certaines professions, notamment dans des secteurs émergents tels que le commerce en ligne et les nouvelles formes d'entrepreneuriat.

Par ailleurs, le gouvernement entend également encadrer plusieurs activités informelles, telles que les transferts d'argent non agréés, la réparation de téléphones et de petits appareils, la coiffure et les soins esthétiques pratiqués dans la rue, l'orpailage artisanal non autorisé, l'intermédiation informelle dans l'achat de récoltes, ainsi que l'exploitation de petits ateliers ou de machines de jeux sans enregistrement. Une grande partie de ces activités étant exercée par des étrangers, celles-ci leur sont désormais interdites. Le gouvernement précise que la mise en œuvre de ces mesures sera progressive, avec une période transitoire et l'appui des collectivités locales. Des dispositifs d'accompagnement sont prévus pour permettre aux entrepreneurs gabonais de formaliser leurs activités grâce à des pro-

cédures simplifiées, un soutien technique et fiscal, ainsi qu'un accès au financement. La décision du Gabon s'inscrit dans un climat de débat intense sur la place des étrangers dans l'économie locale, certains influenceurs et acteurs économiques dénonçant une concurrence jugée déloyale et un accès limité aux opportunités pour les Gabonais. Cependant, d'autres y voient une mesure xénophobe et un prétexte pour cacher des difficultés économiques plus complexes. Quoi qu'il en soit, le Gabon cherche depuis plusieurs années à renforcer son tissu économique local et à soutenir l'entrepreneuriat national. En juin 2023, l'ancien président Ali Bongo a lancé deux fonds : l'un de 7 milliards FCFA (12,4 millions \$) sous forme de microcrédits pour les porteurs de projets et l'autre de 2 milliards

FCFA destiné à aider les Gabonais économiquement faibles exerçant dans le commerce, l'artisanat, l'agriculture, la pêche, l'élevage, les services ou la petite transformation. Cette année, le Gabon n'est pas le premier pays africain à introduire une telle mesure. En juillet, la Tanzanie a adopté une loi interdisant aux étrangers quinze petites activités commerciales, allant de la coiffure de rue à la réparation de téléphones. Les autorités tanzaniennes justifient cette mesure par la nécessité de protéger les micro-entrepreneurs nationaux, jugés marginalisés par une concurrence étrangère souvent informelle. Si au Gabon, la mise en œuvre se veut progressive, en Tanzanie les contrevenants risquent de lourdes amendes, voire des peines de prison.

EXPLORATION OFFSHORE

Revers judiciaire pour TotalEnergies en Afrique du Sud

Alors qu'elle avait été autorisée à s'engager dans l'exploration au large de l'Afrique du Sud, TotalEnergies a exprimé, en mai dernier, ses espoirs quant à l'établissement d'un cadre légal plus cohérent et favorable pour la prospection en mer. Une nouvelle fois, la multinationale française TotalEnergies voit un de ses projets offshore en Afrique du Sud bloqué par la justice. Selon des informations relayées, jeudi 14 août, par la presse spécialisée, et d'après le jugement de la Haute Cour du Cap-Occidental, l'autorisation environnementale du bloc 5/6/7, situé au large de la côte ouest, est annulée. La décision de justice intervient à la suite d'un recours introduit par l'ONG Green Connection. Le jugement précise que l'évaluation d'impact environnemental validée précédemment était « profondément déficiente » et ne respectait pas pleinement les obligations légales de participation publique et d'analyse des risques liés à ces travaux. Le tribunal relève notamment que la consultation des communautés locales et l'évaluation des impacts sur la biodiversité marine ont été traitées de manière insuffisante. En conséquence, l'autorisation obtenue par TotalEnergies est annulée, ce qui contraint la compagnie pétrolière et Shell, également impliquée dans le projet, à suspendre toute activité prévue sur le bloc jusqu'à la reprise d'une procédure conforme à la loi. Ce développement n'est pas un cas isolé. Il s'inscrit dans un contexte où plusieurs projets d'exploration offshore en Afrique du Sud ont déjà été freinés par des actions en justice, alimentées par la pression croissante des ONG et des communautés locales face aux impacts environnementaux potentiels. Ce jugement ne ferme toutefois pas la porte à l'exploration en mer en Afrique du Sud. TotalEnergies et ses partenaires ont encore la possibilité de déposer une nouvelle demande d'autorisation, en reprenant l'évaluation d'impact environnemental pour intégrer les éléments manquants et renforcer la participation publique. Ce contretemps retarde encore les perspectives d'exploration dans une zone considérée comme stratégique, à la lumière des découvertes majeures de pétrole et de gaz au large de la Namibie voisine. Il affecte désormais le calendrier de mise en valeur de ressources jugées essentielles pour la sécurité énergétique de l'Etat sud-africain.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

La fin des vacances pour Jerome Powell

Une fois de plus le bilan hebdomadaire est positif pour les actions. Pour l'instant, rien ne semble en mesure de faire dérailler le train de la hausse. Même un chiffre d'inflation plus élevé qu'attendu aux Etats-Unis n'a pas entamé la confiance des investisseurs quant à une baisse de taux de la Fed en septembre. Wall Street a inscrit de nouveaux records cette semaine.

Tops / Flops de la semaine

Tops :
TUI +18,83 % : le groupe allemand a signé un troisième trimestre record porté par la forte performance de ses croisières et de ses compagnies aériennes. Cependant, TUI reste prudent face au ralentissement des réservations estivales, freiné par les tensions au Moyen-Orient, les vagues de chaleur et un contexte économique moins favorable en Allemagne.
Valneva +26,02 % : la biotech a doublé sa valeur en 2025. Les résultats publiés sont rassurants grâce aux performances de ses vaccins alors que le secteur retrouve l'intérêt du marché avec une forte activité d'acquisition des laboratoires récemment.
Intel +23,11 % : Bloomberg a dévoilé le rapprochement entre l'administration Trump et Intel pour une potentielle prise de position de l'Etat dans le fabricant de puce. Ce rapprochement pourrait bien être une nouvelle étape dans le projet d'une méga-usine de semi-conducteurs dans l'Ohio.
Reddit +14,42 % : la plateforme sociale continue de surfer sur ses résultats explosifs publiés début août. Dopé à l'IA, le titre marque un net rebond sur ses plus hauts historiques après les inquiétudes printanières de la dépendance au moteur de recherche Google.
Commerzbank +8,18 % : la banque allemande poursuit sa hausse après des résultats semestriels salués, qui lui permettent de relever ses objectifs annuels, alors qu'elle tente toujours d'échapper aux griffes d'Unicredit.
Sartorius AG +7,92 % : après des résultats trimestriels très mal reçus fin juillet, la filiale française Sartorius Stedim, spécialisée dans les bioprocédés a bénéficié d'un coup de pouce de la banque d'investissement Jefferies, qui estime que le cours ne reflétait pas les véritables perspectives du titre. Le broker s'est déclaré à l'achat sur les deux actions.
Airbus +6,05 % : les livraisons de Boeing ont chuté de 20% en juillet par rapport au mois précédent. L'avionneur américain continue de perdre du terrain cette année sur le front des livraisons face à son rival européen Airbus.

Flops :
Orsted -32,31 % : le groupe danois des énergies renouvelables va lancer une grande augmentation de capital pour consolider son bilan et céder ses activités onshore européennes. De plus, les prévisions sont revues à la baisse.
HelloFresh -26,9 % : pourtant fer de lance de la croissance du livreur de box repas, l'activité de prêt-à-manger enregistre son premier recul des ventes, entraînant une chute plus marquée que prévu du résultat. Pour ne rien arranger, la direction revoit à la baisse ses prévisions annuelles.
Embracer -22,2 % : le groupe suédois de jeux vidéo a souffert d'un catalogue PC/console peu porteur et de la concurrence d'autres sorties. L'exercice en cours est présenté comme une année de transition, sans lancement majeur. Par conséquent, les résultats devraient être faibles cette année.
Corewave -22,83 % : le spécialiste du cloud pour l'IA a publié une perte trimestrielle alors que les revenus ont plus que triplé. Les marges restent sous pression à court

terme mais les prévisions restent bonnes, le carnet de commandes est rempli et l'intégration prochaine de Core Scientific est très attendue.
Hapag Lloyd -8,28 % : l'armateur allemand abaisse le plafond de ses prévisions annuelles à cause des coûts liés au lancement du partenariat Gemini avec Maersk, des perturbations du canal de Suez et de l'instabilité des flux commerciaux américains. Un plan d'économies d'1 milliard d'euros est engagé sur 12 à 18 mois. Gemini doit apporter des synergies sur la seconde partie de l'année.
Adyen -6,58 % : le spécialiste néerlandais des paiements a publié des résultats semestriels en hausse mais inférieurs aux attentes. La fin de l'exemption tarifaire aux États-Unis et la faiblesse du dollar ont impacté les chiffres. La société abaisse ses perspectives et anticipe un ralentissement de la croissance jusqu'à la fin de l'année.
Straumann -6,81 % : le fabricant suisse d'implants dentaires a souffert de la force du franc suisse (il est très exposé aux États-Unis et à la Chine) et de la faiblesse du marché nord-américain. Les profits et les marges ont reculé sur le semestre. Les points positifs proviennent de la forte croissance en Asie, notamment en Chine.
Evolution AB -6,05 % : selon un document judiciaire révélé par Bloomberg, des vidéos tournées entre 2021 et 2024 montreraient que les jeux de casino du groupe suédois ont été accessibles dans des pays sous sanctions ou interdisant les jeux d'argent. L'Iran, la Syrie ou encore le Soudan sont concernés.

Matières premières
Énergie : Le pétrole reste sous pression. Preuve en est, le Brent a atteint 65 USD en milieu de semaine, ce qui marque un déclin d'environ 7% depuis le début du mois. Cette baisse est alimentée par des prévisions baissières de l'Agence internationale de l'énergie, combinées à des inquiétudes autour des sanctions contre la Russie. L'AIE prévoit une augmentation significative des stocks de pétrole d'ici la fin de l'année et en 2026, en raison de l'excédent d'offre mondiale. La demande mondiale de pétrole devrait certes croître, mais bien moins vite que la production mondiale, en partie grâce à l'effort de l'OPEP+ qui rouvre les vannes. À cela s'ajoutent les tensions entourant la rencontre entre les présidents Trump et Poutine, où un éventuel cessez-le-feu en Ukraine pourrait entraîner un assouplissement des sanctions américaines contre la Russie, permettant ainsi à plus de pétrole russe d'entrer sur le marché mondial déjà excédentaire. Néanmoins, à l'heure où nous écrivons ces lignes, tout reste possible car un échec des pourparlers pourrait au contraire entraîner des sanctions supplémentaires de la part de Trump. Enfin, la faiblesse des indicateurs économiques chinois, notamment dans la production industrielle et les ventes au détail, pèse également sur le marché pétrolier, accentuant les craintes d'un ralentissement de la demande mondiale.
Métaux : Petite progression hebdomadaire pour le cuivre, qui s'échange à 9766 USD à Londres (prix spot). La prudence semble l'emporter à court terme face aux vents contraires qui se présentent : sursaut du dollar, incertitude sur la demande chinoise et, bien sûr, les droits de douane. Relevons

tout de même la solide performance d'Antofagasta, un producteur important au Chili et listé à Londres, qui a fait état d'une augmentation de près de 60 % de ses bénéfices grâce à une production accrue et surtout des prix élevés. L'or, quant à lui, se stabilise à 3340 USD malgré la publication de forts chiffres de l'inflation des prix à la production aux États-Unis. Les perspectives d'une baisse de taux massive par la Réserve fédérale lors de sa réunion de septembre s'atténuent. Les investisseurs se concentrent également sur la rencontre prévue entre les présidents des États-Unis et de la Russie concernant le conflit en Ukraine, ce qui influence le statut de l'or comme valeur refuge.
Produits agricoles : Les contrats à terme sur le maïs à Chicago affichent une baisse hebdomadaire d'environ 1,5% à 400 cents le boisseau (contrat échéance décembre 2025). Cette spirale baissière est alimentée par des estimations revues à la hausse pour les récoltes américaine et brésilienne, laissant présager un marché mondial bien approvisionné. La dynamique est similaire pour le blé à livraison décembre, qui a repris le chemin de la baisse à 526 cents le boisseau.

Macroéconomie
Macro : Ambiance : La semaine avait commencé sous les meilleurs auspices avec un indice des prix à la consommation aux États-Unis plus faible que prévu, renforçant la perspective d'une baisse de taux en septembre avec pour ricochet une hausse des marchés actions. La fin de semaine est pourtant marquée par une seconde statistique moins reluisante : les prix à la production sont ressortis largement au-delà des attentes, douchant quelque peu les ardeurs haussières des investisseurs. Au point de menacer la dynamique actuelle ?

Rien ne permet d'être aussi affirmatif pour le moment mais en opérateur avisé on surveillera la réaction des taux longs histoire de détecter toute tentative de rébellion par les "bond vigilantes".
Crypto : Le bitcoin (BTC) a franchi un nouveau palier cette semaine en dépassant les 124 500 dollars pour la première fois de son histoire. Une percée éclair en milieu de semaine avant de repasser sous les 120 000 dollars ce vendredi. L'attention est davantage tournée sur l'ether (ETH) cette semaine. La deuxième crypto la plus valorisée du marché flirte avec son sommet historique de 4 800 dollars atteint fin 2021. ETH progresse de près de 10% cette semaine, et la flambée est de 190% depuis début avril. Ce bond est porté par l'entrée remarquée de Peter Thiel dans ETHZilla, l'entité commerciale de la société cotée 180 Life Sciences, qui détient plus de 82 000 ETH et prévoit de les placer en DeFi pour générer des revenus. L'annonce a renforcé l'idée d'une "trésorerie crypto" à l'américaine sur Ethereum, rappelant la stratégie bitcoin de MicroStrategy.
La semaine prochaine devrait être relativement calme sur les marchés. Beaucoup d'intervenants seront en vacances, mais ceux qui resteront auront tout de même quelques rendez-vous à suivre. Dans l'agenda macro, les enquêtes d'activité PMI de part et d'autre de l'Atlantique, ainsi que les chiffres d'inflation en zone euro. Du côté des entreprises, les résultats de Walmart, Home Depot et Target permettront de prendre le pouls de la dynamique de consommation aux États-Unis. La semaine s'achèvera avec le symposium de Jackson Hole, dans le Wyoming, organisé par la Fed. Une sorte de séminaire de rentrée pour les banquiers centraux. La prise de parole de Jerome Powell sera particulièrement attendue.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Août 2025

Valeur : 18 Août 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6936	129.7086
1	EUR	EURO		151.4821	151.5256
1	GBP	POUND STERLING		175.9750	176.0193
100	JPY	JAPANESE YEN		88.5099	88.5262
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0778	18.0819
1	CHF	SWISS FRANC		160.8304	160.9288
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.1309	94.1623
1	DKK	DANISH KRONE		20.2976	20.3035
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5388	13.5429
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7388	12.7435
1	AED	UAE DIRHAM		35.3061	35.3170
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5638	34.5696
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.6680	424.8562
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.9134	44.3547
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.4074	14.4090
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8798	24.0023
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2481	3.2582
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7130	177.7130

ACCORD DE PAIX EN UKRAINE

Les grandes lignes des conditions de Poutine

Parmi les conditions présentées par Vladimir Poutine pour la fin de la guerre en Ukraine lors de son sommet avec Donald Trump en Alaska, figure notamment la reddition totale des régions de Donetsk et de Louhansk à Moscou contre un gel de certaines lignes de front, ont déclaré des sources au fait des discussions.

Le sommet très attendu organisé vendredi en Alaska n'a débouché sur aucun accord pour mettre fin ou suspendre la guerre menée par la Russie en Ukraine. Cependant, Donald Trump, qui a invité Volodimir Zelensky à Washington lundi, a déclaré que l'Ukraine devait accepter un accord pour mettre fin à la guerre car la Russie est "une très grande puissance, et pas eux". Dans un entretien accordé à Fox News après le sommet, Donald Trump Trump a fait savoir que Vladimir Poutine et lui avaient discuté de "transferts de terres" et de garanties de sécurité pour l'Ukraine, et qu'ils s'étaient "largement entendus". La position du président américain a changé après les discussions pour s'aligner sur celle de Vladimir Poutine, qui réclame de passer directement à un accord de paix et non à un cessez-le-feu, comme l'Ukraine et ses alliés européens l'avaient demandé. Les européens, exclus comme l'Ukraine des discussions de vendredi, doivent par ailleurs s'entretenir dimanche à 15h00 (13h00 GMT) avec le dirigeant ukrainien, dans le cadre de la "Coalition des volontaires". La réunion sera coprésidée par le président français Emmanuel Macron, le premier ministre britannique Keir Starmer et le chancelier allemand Friedrich Merz. Selon les conditions proposées par la Russie, Kyiv devrait se retirerait totalement des régions orientales de Donetsk et de Louhansk en échange d'un engagement russe à geler les lignes de front dans les régions méridionales de Kherson et de Zaporijjia, ont indiqué les sources, qui ont requis l'anonymat en raison de la sensibilité du

dossier. La Russie serait aussi prête à restituer des parcelles relativement petites de terres ukrainiennes occupées dans le nord de la région de Soumy et dans le nord-est de la région de Kharkiv, ont indiqué les sources. Les deux sources ont précisé que leur connaissance des propositions russes était principalement basée sur des discussions entre les dirigeants européens, américains et ukrainiens, et ont noté qu'elle n'était pas complète. À première vue, les dirigeants ukrainiens auront beaucoup de mal à accepter certaines des exigences du Kremlin. Il n'a pas été possible de déterminer dans l'immédiat si les propositions de Vladimir Poutine constituaient une ouverture destinée à servir de point de départ aux négociations ou s'il s'agissait plutôt d'une offre finale qui n'était pas sujette à discussion.

Rejet de toute reddition

L'Ukraine a déjà rejeté toute reddition des terres ukrainiennes comme dans la région de Donetsk, où ses troupes sont retranschées et qui, selon Kyiv, est une zone défensive cruciale pour empêcher les attaques russes de pénétrer plus profondément sur son territoire. La Russie contrôle des poches de territoire dans les régions de Soumy et de Kharkiv qui totalisent environ 440 km2, selon le site ukrainien "Deep State" qui géolocalise les images de la guerre et fait autorité en la matière. L'Ukraine contrôle environ 6.600 km2 du Donbass, qui comprend les régions de Donetsk et de Louhansk. Bien que cela n'ait pas été précisé lors du compte-rendu des

américains des discussions en Alaska, les sources ont déclaré que Vladimir Poutine cherchait également - au minimum - à obtenir une reconnaissance formelle de la souveraineté russe sur la Crimée, que Moscou a annexée en 2014. Il n'était pas possible de savoir dans l'immédiat si cela signifiait une reconnaissance par le gouvernement américain ou, par exemple, par toutes les puissances occidentales et l'Ukraine. KYiv et ses alliés européens rejettent toute reconnaissance formelle de la domination de Moscou sur la péninsule. Vladimir Poutine s'attendrait également à la levée d'au moins une partie de l'ensemble des sanctions imposées à la Russie. Les sources n'ont toutefois pas pu dire si cela s'appliquait aux sanctions américaines et européennes. Vendredi, Donald Trump a déclaré qu'il n'avait pas besoin d'envisager dans l'immédiat des droits de douane de rétorsion sur des pays tels que la Chine pour l'achat de pétrole russe - qui fait l'objet d'une série de sanctions occidentales - mais qu'il pourrait devoir le faire "dans deux ou trois semaines". L'Ukraine ne pourrait pas non plus rejoindre l'alliance militaire de l'Otan, bien que Vladimir Poutine semble ouvert à ce que l'Ukraine reçoive des garanties de sécurité, ont déclaré les sources. Toutefois, les détails sur ces garanties de sécurité ne sont pas connus. Des dirigeants européens ont indiqué que Donald Trump avait évoqué des garanties de sécurité pour l'Ukraine lors de leur conversation de samedi et qu'il avait également abordé l'idée d'une garantie de type "article 5" en dehors de l'alliance militaire de l'Otan.

INDE-CHINE

Pékin veut relancer le commerce frontalier après cinq ans de gel

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, se rendra lundi en Inde pour discuter de la reprise du commerce frontalier entre les deux pays, interrompu depuis 2020 après un affrontement meurtrier dans l'Himalaya. Une visite à haute portée symbolique. « Du 18 au 20 août... (le ministre chinois des Affaires

étrangères) Wang Yi se rendra en Inde et participera à la 24e réunion des représentants spéciaux sur la question de la frontière sino-indienne », a indiqué samedi un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Même si les échanges via les cols de haute altitude de l'Himalaya restent limités en volume, leur reprise serait un signal diplo-

matique fort après cinq ans de blocage. Les relations avaient été gelées à la suite de la violente confrontation de 2020, qui avait coûté la vie à au moins 20 militaires indiens et 4 chinois. La diplomatie indienne a confirmé la rencontre de Wang Yi avec Ajit Doval, conseiller à la sécurité nationale, puis avec le ministre des

Affaires étrangères Subrahmanya Jaishankar, un mois après leur entretien à Pékin. « Ces discussions s'inscrivent dans le cadre de nos efforts continus pour assurer la stabilité et explorer les moyens d'approfondir la coopération bilatérale », a précisé le ministère indien dans un communiqué publié samedi.

ESPAGNE

Les feux de forêt continuent de sévir pour la troisième semaine consécutive

Les feux de forêt continuent de sévir pour la troisième semaine consécutive dans le nord-ouest et l'ouest de l'Espagne, réduisant en cendres des milliers d'hectares de végétation et provoquant une vague de chaleur suffocante, ont rapporté samedi des médias locaux. La Castille-et-Leon, la Galice, les Asturies et l'Extrémadure sont désormais les principaux foyers des feux de forêt. Le Premier ministre, Pedro Sanchez, a participé samedi à "une réunion de coordination sur les incendies afin d'analyser leur évolu-

tion". Selon les médias espagnols, M. Sanchez va se rendre dimanche sur les lieux des deux incendies d'Ourense, en Galice (16.000 hectares partis en fumée selon les autorités locales), et celui de Leon (près de 38.000 hectares selon la carte en temps réel du Système européen d'information sur les incendies forestiers, Effis). Une dizaine d'axes routiers restent coupés dans le pays, ainsi que la ligne de train entre Madrid et la Galice, en plein pont de l'Assomption. Les secours en Galice ont envoyé des mes-

sages d'alerte sur les téléphones, invitant la population de plusieurs dizaines de localités à se confiner. Près de 3.500 militaires de la UME (Unité militaire d'urgence, appelée à la rescousse en cas de graves incendies), sont dispatchés sur les différents feux préoccupants. L'Espagne devrait rester en alerte chaleur jusqu'à lundi, et ces températures extrêmes ont très fortement augmenté le risque d'incendies. Depuis le début de l'année, plus de 157.000 hectares y ont été réduits en cendres, selon Effis.

POUR VISITER À NOUVEAU VÉNUS AVANT 2036 La Russie prépare sa mission interplanétaire Venera-D

La Russie prévoit de lancer sa mission interplanétaire Venera-D pour visiter à nouveau Vénus avant 2036 et les préparatifs sont déjà en cours, a rapporté dimanche la presse russe. Cette mission fait désormais partie du nouveau programme spatial national et le travail de conception préliminaire de la mission commencera en janvier 2026, coïncidant avec le lancement du projet spatial national, a indiqué Oleg Korabev, chef du département de physique planétaire à l'Institut de recherche spatiale (IKI) de l'Académie des sciences de Russie, cité par l'agence de presse TASS. La phase d'avant-projet devrait durer deux ans et les préparatifs ont commencé en collaboration avec l'association Lavotchkine, une entreprise russe de l'industrie spatiale, avec notamment de nombreuses réunions de coordination pour rationaliser les progrès, a-t-il ajouté. Le scientifique a précisé que la date de lancement de la mission sera déterminée à l'issue de la phase de conception. "Mais il est certain qu'il aura lieu au cours de la période de planification actuelle, au plus tard en 2036", a dit M. Korabev. La mission Venera-D devrait comprendre un atterrisseur, un ballon-sonde et un orbiteur spatial. En début d'année, le directeur scientifique de l'IKI, Lev Zeleny, avait jugé peu probable qu'un lancement ait lieu avant 2034 ou 2035.

AIR CANADA Ottawa intervient face au «fardeau financier» de la grève

Le gouvernement canadien est intervenu samedi pour tenter de mettre fin à la grève des hôtesses et stewards d'Air Canada, qui a entraîné l'annulation de centaines de vols et affecte 130 000 passagers par jour. La ministre de l'Emploi, Patty Hajdu, a sommé les parties de « reprendre et poursuivre leurs activités et leurs fonctions », estimant que le mouvement ne faisait qu'alourdir le « fardeau financier » des Canadiens. Pour mettre fin à la grève d'Air Canada, le gouvernement canadien sort les grands moyens. Ottawa a saisi le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI), un arbitre indépendant doté du pouvoir d'ordonner la reprise des activités. Le processus, qui pourrait durer « 24 à 48 heures », maintient en suspens des milliers de voyageurs. Air Canada a confirmé que « les vols sont annulés au moins jusqu'à l'après-midi du dimanche 17 août », et prévenu que d'autres perturbations pourraient suivre. Le conflit porte sur les salaires et sur la rémunération du travail au sol, aujourd'hui non payé, notamment lors des embarquements. Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), qui représente environ 10 000 personnels navigants, a rejeté la proposition de la compagnie - une hausse portant le salaire annuel moyen d'un agent de bord senior à 87 000 dollars canadiens (5 000 euros) d'ici 2027 - jugée insuffisante face à l'inflation.

Ce supercalculateur pourrait sauver des millions de vies dès demain

Un « colosse » électronique calcule en quelques battements de processeur ce qu'un cerveau humain ne pourrait modéliser en une vie. Au cœur de ce prodige : El Capitan, un supercalculateur qui promet d'affiner l'alerte aux tsunamis au point de gagner des minutes... et potentiellement des millions de vies.

Fraîchement couronné roi des supercalculateurs avec sa puissance exaflopique, El Capitan ne se contente pas de faire tourner des simulations pour l'arsenal nucléaire américain. Installé au Lawrence Livermore National Laboratory (LLNL), il consacre une partie de ses cycles de calcul à une mission vitale : réinventer la prévision des tsunamis. En se nourrissant des données de capteurs sous-marins, il vise à dresser une carte des vagues meurtrières avant même qu'elles n'amorcent leur course vers le littoral.

Un jumeau numérique de l'océan en gestation

Au commencement est le calcul brut. Pour anticiper les caprices de l'océan, les chercheurs ont d'abord soumis El Capitan à un exercice de titan : la résolution d'un problème bayésien d'un milliard de paramètres. Cette phase, menée hors-ligne, a permis de créer une gigantesque bibliothèque de scénarios sismiques. Chaque scénario possible, de la plus petite faille à la rupture cataclysmique, y est associé à une signature de pression unique, telle qu'elle serait mesurée par des capteurs au fond de l'eau.

Une fois ce travail herculéen de modélisation achevé, la prédiction en temps réel change radicalement d'échelle. Plus besoin de mobiliser un monstre comme El Capitan. Quelques GPU grand public, installés dans un centre d'alerte régional, suffisent pour consulter cette bibliothèque de scénarios. Lorsqu'un séisme survient, les données des capteurs sont comparées en quelques secondes aux signatures pré-calculées, permettant de projeter



la hauteur des vagues avec une rapidité déconcertante.

Cette prouesse repose sur MFEM, une bibliothèque de calcul par éléments finis spécifiquement conçue pour le calcul massivement parallèle sur processeurs graphiques. Le modèle est le premier digital twin (ou jumeau numérique) de l'océan qui parvient à intégrer en temps réel les incertitudes liées aux mesures de pression et la propagation complexe des ondes. On quitte le domaine de l'estimation pour entrer dans celui de la simulation physique fi-

dèle, un bond de géant pour la discipline.

De l'alerte de masse à la prévision ciblée

Les systèmes d'alerte actuels, souvent basés sur une simple estimation de la magnitude du séisme, souffrent d'un défaut majeur : un taux de fausses alarmes élevé. En déclenchant des évacuations inutiles, ils érodent la confiance de la population et peuvent conduire à une inaction fatale le jour où le danger est bien réel. En résolvant

les équations complètes de la physique des fluides, ce nouveau modèle offre une fiabilité qui pourrait bien restaurer ce lien de confiance essentiel entre les autorités et les citoyens.

Si la phase de pré-calcul requiert la puissance d'un supercalculateur à plusieurs centaines de millions de dollars, le déploiement opérationnel, lui, ne coûte que quelques milliers d'euros. Un simple serveur équipé de GPU modernes suffit pour un centre d'alerte. Cette accessibilité financière change la donne et pourrait permettre à des régions moins fortunées de s'équiper d'une protection de pointe.

Les scientifiques derrière le projet insistent sur la versatilité de leur approche. La chaîne opératoire, pré-calcul massif sur supercalculateur, création d'un jumeau numérique, puis inférence rapide sur du matériel local, n'est pas limitée aux tsunamis. Elle constitue un véritable canevas applicable à d'autres catastrophes naturelles comme les incendies de forêt, la dispersion de cendres volcaniques ou même les tempêtes solaires qui menacent nos satellites.

À l'horizon 2030, avec la densification attendue des réseaux de capteurs sous-marins et la démocratisation de la puissance de calcul exascale, la prévision des risques naturels s'apprête à connaître un tournant majeur. On passera de la simple détection d'un événement à une anticipation probabiliste à très haute résolution. Des côtes californiennes aux archipels indonésiens, un gardien numérique veillera, capable de lire dans les entrailles de la Terre pour dessiner en quelques instants le visage de la vague avant qu'elle ne déferle.

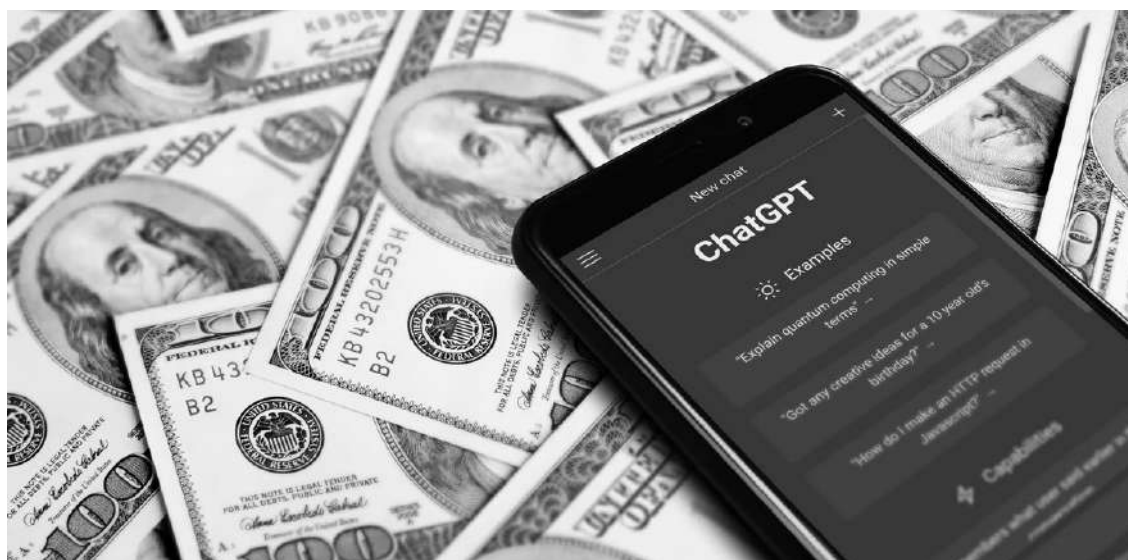
Source : The Register

OpenAI (ChatGPT) : des actions vont être vendues pour près de 6 milliards \$

Une transaction d'importance va avoir lieu du côté d'OpenAI. Et ces ventes d'actions vont représenter des milliards de dollars. Au début du mois, on apprenait qu'OpenAI préparait une vente extrêmement importante d'actions de ses employés et ex-employés, une transaction qui pourrait porter sa valorisation à près de 500 milliards de dollars. Et les choses avancent vite, si l'on en croit cette nouvelle information.

Les salariés vont pouvoir vendre leurs actions

Il va y avoir de l'argent, beaucoup d'argent, sur le point de tomber dans les poches des salariés d'OpenAI, l'entreprise à l'origine de ChatGPT. En effet, selon une source de Reuters, les salariés (et ex-salariés) d'OpenAI cherchent à vendre des actions pour un montant total absolument exceptionnel, de près de 6 milliards de dollars.



À cette heure, la valorisation de l'entreprise est estimée à environ 300 milliards de dollars. Comme déjà

évoqué plus haut, à la suite de cette transaction, OpenAI devrait continuer à croître de manière très rapide, pour

voir cette valorisation augmenter de près de 65%, et atteindre le niveau des 500 milliards de dollars.

Softbank parmi les acheteurs attendus

On sait qui sont les vendeurs, mais aussi qui seront les acheteurs. Toujours selon Reuters, on devrait compter parmi eux Thrive Capital, société de capital-risque spécialisée dans les investissements dans les logiciels et l'internet, Dragoneer Investment Group, ainsi que Softbank. Ce dernier est particulièrement important. Le groupe japonais est en effet déjà un soutien financier majeur d'OpenAI, ayant participé à la levée de fonds de plusieurs dizaines de milliards de dollars annoncée dans les premiers mois de l'année. Softbank est aussi le partenaire de la firme de Sam Altman dans le fameux projet Stargate présenté en grande pompe par Donald Trump juste après sa prise de poste à la Maison-Blanche. À ce jour, ChatGPT compte près de 700 millions d'utilisateurs hebdomadaires, à peine deux ans et demi après son lancement.

TRUMP S'ATTAQUE AUX NORMES DE CO2

Les constructeurs thermiques américains rient, mais Tesla pleure

Avec l'adoption de la loi dite "One Big Beautiful Bill", le 4 juillet 2025, Donald Trump achève le démantèlement des sanctions pour dépassement des normes CAFE sur les émissions de CO2 automobiles. Si cela fait les affaires des constructeurs américains, ça menace aussi frontalement la principale source de profits de Tesla : les crédits carbone.

Le 4 juillet 2025, le Sénat américain adoptait la loi "One Big Beautiful Bill" (OBDBA), promue par l'administration Trump. Une cérémonie en grande pompe pour une loi qui démantèle point par point ce que les administrations précédentes avaient mis en place. Parmi ses nombreuses dispositions, une était particulièrement attendue : la suppression pure et simple des amendes liées au non-respect des standards CAFE. En vigueur aux USA depuis 1975, Trump avait déjà tenté de l'assouplir lors de son précédent mandat. Avant que Biden ne les revoie, lui, au contraire, à la hausse. Pour le président des États-Unis, cette nouvelle mesure vise à faciliter la production de véhicules thermiques, jugés plus rentables, en supprimant la pression financière sur les constructeurs comme Stellantis, GM ou Ford, qui avaient payé des centaines de millions de dollars de pénalités au cours des dernières années. Selon certaines estimations, cette décision devrait générer jusqu'à 200 millions de dollars d'économies pour l'industrie automobile.

Une manœuvre qui avantage le thermique, au détriment de l'électrique

En supprimant les amendes CAFE, l'administration Trump fait un choix clair : relancer la vente de véhicules thermiques. Les constructeurs américains peuvent désormais écouler davantage de SUV et de pick-up essence, bien plus rentables que les modèles électriques, sans risque de sanction. Officiellement, il s'agit de défendre la liberté de choix des consommateurs et de soulager une



industrie sous pression. Mais dans les faits, la mesure affaiblit fortement les incitations à investir dans l'électrique, alors même que la transition venait à peine de prendre un début de commencement d'élan aux États-Unis. Rappelons qu'au pays de l'oncle Sam, l'électrique n'est même pas à 10 % de parts de marché (quasiment moitié moins qu'en Europe). L'OBDBA supprime également les crédits d'impôt fédéraux pour l'achat de véhicules électriques, ainsi que d'autres soutiens financiers au secteur, comme les aides à la production de batteries. C'est officiel : le thermique est de retour. Et l'électrique devra attendre. D'ailleurs Stellantis l'a bien compris et signe déjà le grand retour de son V8 Hemi.

Tesla en sort le grand perdant

Ironie du sort dans toute cette affaire : Tesla, pourtant proche de Donald Trump, faut-il le rappeler, est la principale victime de cette réforme ultralibérale. Le constructeur tire une part non négligeable de sa rentabilité des ventes de crédits carbone à des constructeurs qui ne respectent pas les quotas d'émissions. En 2024, ces revenus représentaient 39 % de son résultat net, soit plusieurs milliards de dollars. Sous la nouvelle loi, la valeur de ces crédits s'effondre : pas de pénalité imposée aux constructeurs américains, donc plus aucune incitation à les acheter. Les analystes prévoient un effondrement des revenus liés à ces crédits, de 2,17 milliards en 2024 à près de 595 millions en

2026. Voire même une disparition totale à l'horizon 2027. Elon Musk s'est publiquement insurgé contre cette loi, la qualifiant d'"abomination", avant de menacer d'une riposte politique. Trump, lui, n'avait pas tardé à répliquer avec ironie en évoquant la possibilité d'annuler les contrats fédéraux de Tesla et Space X. En attendant, Tesla pourra toujours compter sur ses "pools" de constructeurs européens ou mondiaux puisqu'en Europe, la norme CAFE reste plus que jamais d'actualité. Et si l'Europe a consenti à ce que les constructeurs étalent les paiements des amendes sur plusieurs années, elle ne les a pas pour autant annulées, comme Trump. L'objectif de 2035 de ne plus vendre de voitures neuves thermiques, lui non plus, n'a pas été annulé !

“Trop cher”, vraiment ? L'électrique a presque rattrapé le thermique

Alors que le prix reste souvent cité comme principal frein à l'achat d'un véhicule électrique, une nouvelle étude allemande révèle que l'écart de prix entre thermique et électrique est en forte baisse. Une tendance encourageante, mais qu'il convient de nuancer. Malgré l'accélération de la transition électrique, le prix d'achat reste l'argument n°1 avancé par les personnes réticentes. Ou tout simplement les personnes qui aimeraient passer à la voiture électrique, mais qui ne peuvent pas. En 2024, une étude de la KfW (banque publique allemande) rappelait que 59 % des automobilistes d'outre-Rhin citaient encore le prix comme principale barrière à l'électrique. Un argument qui baisse, mais qui reste devant le manque d'infrastructure de recharge (51 %), l'autonomie (44 %) ou les temps de recharge (30 %). Et pour cause : les voitures

électriques neuves ont longtemps coûté 10 000 à 15 000 € de plus que leurs équivalents thermiques. Une différence souvent compensée par des bonus gouvernementaux ou des dispositifs spécifiques (leasing social, exonérations fiscales), mais qui restait sensible dans le budget des ménages.

Une nouvelle étude montre une convergence des prix

Selon les dernières données compilées par l'expert automobile Ferdinand Dudenhöffer, l'écart moyen de prix entre modèles thermiques et électriques en Allemagne est tombé sous les 3 000 €. Un calcul qui s'appuie sur les 20 modèles les plus vendus dans chaque segment, remises incluses. En un an, la différence de prix a été divisée par deux, grâce à un double effet : à la fois les remises sur les modèles élec-



triques qui ont fortement augmenté, atteignant aujourd'hui en moyenne 17 % du prix catalogue, mais également, côté thermique, des remises qui se font plus rares, alors même que leurs prix de base sont en hausse. Autre-

ment dit, les courbes se rejoignent. Ou au moins se rapprochent, toujours à l'avantage du thermique. À l'achat au moins, car à l'usage c'est une autre affaire. En tout cas, à modèle équivalent, et en tenant compte des

rabais commerciaux, l'achat d'un véhicule électrique devient de moins en moins un luxe inaccessible.

Mais dans certains pays, l'électrique reste (trop) cher

Si cette évolution est encourageante, elle ne reflète pas encore toutes les réalités européennes. En France, par exemple, l'UFC-Que Choisir rappelait en avril dernier que le prix moyen d'une voiture électrique neuve (42 390 € en 2024) restait largement supérieur à celui d'un modèle thermique (26 774 €). L'association pointait notamment la baisse progressive des aides à l'achat, passées de 1,5 milliard d'euros en 2023 à 700 millions en 2025. Résultat : des écarts de +12 % à +40 % selon les modèles, même pour des citadines comme la Peugeot 208 ou la Fiat 500. Loin de l'égalité annoncée.

Mots fléchés

Café-concert	↓	Partie d'un casque	↓	Affluent de la Dordogne	↓	Décorations	↓	Noble particule	↓	Parât	↓	De mer c'est une	↓
Commerce		Affaissement		Comprimer		L'Irlande en VO		Victoire impériale				Il faut être donné par Dieu	
	→		↓		↓		↓		↓	Vieux Tokyo	→		↓
Huile fine	→								Quote-part	→			
Voulurent									Trinitro-toluène				
	→								↓	Possèdent	→		
										Longues périodes			
Fils de Jacob	→				Provenir	→				↓		Cours en bourse	
À peine													
	→				Récurées	Sidérurgie		Peur théâtrale	→				↓
								Situé chez le notaire					Patauge
Trou pour poutre		Poissons de mer	→			↓			↓	Collège anglais	→		↓
	→	Pièces au jeu d'échec								Aisé			
		↓		Clignements des yeux	Vifs	→				↓		Tantale	→
												Guide pour le dessin	
L'astéroïde 173	→				Assembla	→				Graffiti	→		
Dodue					Petit officier					Ancienne Allemagne			
	→				↓					↓			
							Amer	Île méditerranéenne	→				
							↓						
Rivière russo-ukrainienne		Fréquentatif	→									Signe orthographique	Petit nuage
	→	Asperge	↓		Tel quel	→			Peuple scandinave	→		↓	↓
					Agence spatiale								
Navigateur disparu (Alain)		Sésame	→		↓					Remplace la SDN	→		
	→	Lucky Luke tire plus vite qu'elle				Lac américain	→			Flétris			
		↓				Dirigeante israélienne (Golda)	Vêtement		Raseur	Marque de dédain	→		Obstinés
							↓		↓	Muni d'Avé			↓
Princesse	→							Entaillé	→				
Prêtre													
	→				Impertinent	→							
					Abris pour bateaux								Arrêt organique
					↓								↓
Anglais	→							Enzyme	→			Lettres pieuses	→
Île française												Transpirés	
	→											↓	
				Surface agricole	→			Frictionnât	→				
				Planche de bois				Orne nos cimetières					
				↓				↓					
Tiroir		Arme traditionnelle du Japon	→		Tente d'indien	→				Genre de crabes	→		
	→	Actinium	↓		Ile française	↓				Note de musique			
							Pubères	→					
Abandonner	→							Rivière entre l'Allemagne et la Pologne	→				

Canicule attendue lundi et mardi dans plusieurs wilayas

Plusieurs wilayas du centre et de l'ouest du pays connaîtront, lundi et mardi, une canicule avec des températures qui atteindront 45 C, annonce dimanche, un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de la météorologie (ONM). De niveau de vigilance "Orange", ce BMS concerne les wilayas d'Ain Témouchent, Oran, Mostaganem, Tipaza, Alger et Boumerdès où les températures maximales prévues se situent entre 40 C et 42 C, et atteindront localement 43/44 C au sud de ces wilayas, alors que les minimales oscilleront entre 26 C et 30 C et ce, durant la validité de ce BMS, précise la même source Les wilayas de Mascara, Relizane, Chlef, Ain Defla et Blida connaîtront, également, des températures maximales prévues entre 43 C et 45 C et des minimales comprises entre 28 C et 31 C, durant les journées du lundi et mardi, conclut le BMS.



SONATRACH

Lancement d'une filiale pour gérer le stade Ali La Pointe

Le groupe public Sonatrach a franchi une nouvelle étape dans son engagement pour le sport national. Réunie en assemblée générale extraordinaire, la compagnie a validé la création d'une société filiale dédiée à la gestion et à l'exploitation du stade du martyr Ali Ammar, dit Ali La Pointe, implanté à Douéra, à Alger. Cette initiative fait suite aux instructions des hautes autorités de l'État, qui ont décidé de doter le Mouloudia d'Alger d'une structure professionnelle et autonome pour l'administration de son futur écrin. Elle intervient également en application directe d'une décision du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Baptisée Société de gestion et d'exploitation des infrastructures sportives et de loisirs, la nouvelle entité sera une filiale à 100 % de la holding Sonatrach des activités extérieures et de soutien. Ses missions porteront sur la gestion quotidienne du stade, la maintenance des installations, la valorisation de ses infrastructures ainsi que la mise à disposition de services de haut niveau au profit du MCA et des supporters.

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE 2024-2025

Récolte de près de 145.000 quintaux de céréales à Aïn Temouchent

Près de 145.000 quintaux de céréales ont été récoltés dans la wilaya d'Aïn Temouchent au titre de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2024-2025, a indiqué, dimanche, le directeur des Services agricoles, Mohamed Mehdi Kada. Cette production a été réceptionnée au niveau des deux coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) implantées dans les communes d'Aïn Temouchent et de Hammam Bouhadjar, a précisé le responsable, soulignant que le blé dur représente la majeure partie de la récolte, avec environ 106.000 quintaux. La quantité de blé tendre collectée a atteint 9.578 quintaux, en plus de 23.000 quintaux d'orge, réceptionnés par les deux coopératives céréalières de la wilaya, selon la même source. La superficie totale concernée par la campagne moisson-battage est estimée à 42.530 hectares, répartie à travers l'ensemble des communes de la wilaya. Tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de l'opération, désormais totalement achevée, a-t-il ajouté. M. Kada a également souligné que d'autres quantités de céréales sont attendues, dans les prochaines semaines, et seront réceptionnées par les deux coopératives. Des campagnes de sensibilisation sont également en cours, en coordination avec la Chambre agricole de la wilaya, afin d'inciter les agriculteurs de la filière céréalière à orienter leurs récoltes vers ces coopératives, a-t-il souligné.

TIZI-OUZOU

La splendeur de la nature et les sites touristiques séduisent les vacanciers

Chaque été, la wilaya de Tizi-Ouzou se transforme en un véritable pôle d'attraction touristique, offrant aux estivants la splendeur de son littoral, de ses montagnes et la richesse de son patrimoine culturel, ce qui ne manque pas de séduire les vacanciers en quête de repos. Loin de l'agitation des grandes villes, Tizi-Ouzou avec ses sites pittoresques en montagne comme le long de ses 85 km de littoral, et ses villages, propose une immersion unique aux touristes. Dans cette wilaya, les traditions ancestrales côtoient un tourisme de plus en plus diversifié. Les huit plages autorisées à la baignade réparties sur les daïras de Tizirt à Azeffoun, Feraoun, et autres plages connaissent un engouement particulier. Petit Paradis, le Caroubier, Tasalast sont entre autres plages prisées par les vacanciers. Outre les baignades rafraîchissantes, les visiteurs peuvent découvrir, à l'occasion, la richesse du patrimoine culturel et artisanal local grâce aux foires et expositions organisées par le secteur du tourisme et de l'artisanat dans les villes côtières à l'instar de celle abritée par le port de Tizirt. Ces foires permettent d'admirer le savoir-faire local, qu'il s'agisse de poterie, de tapisserie, de vannerie ou de bijoux berbères et habits traditionnels, offrant ainsi une dimension culturelle enrichissante aux journées balnéaires, tout en proposant aux estivants de repartir avec un souvenir authentique de la région. S'inscrivant dans la démarche de la promotion du tourisme et l'attraction de plus de touristes, l'Assemblée populaire communale (APC) d'Azefoun, une commune côtière au nord de

Tizi-Ouzou, se mobilise pour promouvoir le secteur touristique, selon son président, Smail Chaallal, qui souligne que l'objectif est de diversifier l'offre, au-delà du tourisme balnéaire, en explorant de nouvelles opportunités. Outre les deux plages de la commune, "Plage du centre" et "Le Caroubier", et un front de mer qui a bénéficié de travaux d'assainissement, d'aménagement et d'embellissement, l'APC prévoit également de valoriser des sites non balnéaires. C'est le cas de Taguemount Boudrar, un lieu idéal pour les pique-niques et les randonnées, offrant une vue imprenable sur la Méditerranée. Par ailleurs, pour les amoureux de la nature, le masif du Djurdjura est un incontournable, à condition que les randonnées soient encadrées par des professionnels pour préserver sa faune et sa flore, notamment les espèces protégées. Ses sommets imposants, ses paysages à couper le souffle et ses lacs éphémères comme Tamda Ouguelmin, ou encore ses alpages et ses sources, sont le théâtre de sorties et randonnées qui attirent de nombreux adeptes du grand air. Les hauteurs du Djurdjura offrent des panoramas à couper le souffle sur les villages perchés à flanc de montagne. Un patrimoine naturel qu'il est impératif de préserver de toute forme de pollution anthropique pouvant perturber le fragile écosystème du Parc national du Djurdjura (PND) classé réserve de biosphère. La saison estivale à Tizi-Ouzou est également rythmée par une série de fêtes et festivals qui animent les villages de la wilaya. Le tapis d'Ath Hicham, le bijou d'Ath Yenni, la poterie de Maâtkas et

d'Ath Kheir, la figue de Lemsella, la robe kabyle, la figue de Barbarie et la forge à Bouzguène. Ce sont autant d'activités artisanales et de produits du terroir célébrés par les villageois et qui attirent les foules. La commune d'Ath Bouaddou", située au sud-ouest de Tizi-Ouzou, dans la daïra des Ouadhias, est un exemple de localité de montagne dont les responsables ont su exploiter les ressources locales pour créer de la richesse en développant sa vocation touristique. " Nous œuvrons à exploiter et valoriser les atouts dont dispose la commune avec l'ambition de générer de la richesse et développer l'économie locale. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de développer le tourisme de montagne", a expliqué à l'APS Slimane Bouaziz, le président de l'APC. Plusieurs projets touristiques ont ainsi vu le jour, ou sont en cours de réalisation, dans cette localité déjà connue des passionnés de randonnée pour son lac Tamda Ouguelmin, un site est très apprécié des touristes. Parmi les autres projets, le président de l'APC a cité l'aménagement du site de "Tamda Ouvarane" et le projet d'exploitation touristique d'une "grotte féerique", actuellement au stade des discussions avec les services concernés. Parallèlement, les villages lauréats du "Prix Rabah Aïssat du village le plus propre", propres et embellis, attirent eux aussi un nombre croissant de visiteurs. Ces localités, véritables modèles de civisme et de préservation de l'environnement, suscitent la curiosité des touristes qui s'y rendent pour apprécier le fruit de l'effort commun de toute une communauté en faveur d'un cadre de vie agréable.

POUR INTÉGRER LES SYSTÈMES STATISTIQUES INTERNATIONAUX

L'Afrique adopte la norme SDMX

L'Afrique enregistre des avancées notables dans l'adoption de la norme SDMX (Statistical Data and Metadata Exchange), devenue la référence internationale pour l'échange de données statistiques. La norme SDMX permet aux systèmes statistiques nationaux, régionaux et mondiaux de gagner en efficacité, en automatisation et en intégration, améliorant ainsi la fiabilité et la comparabilité des statistiques officielles. Son déploiement progressif sur le continent contribue à renforcer l'interopérabilité entre les bases de données, tout en facilitant l'accès aux informations et leur adaptation aux nouvelles technologies, y compris l'intelligence artificielle. Ces enjeux ont été au cœur d'un atelier organisé en juillet 2025 à Addis-Abeba par la Banque africaine de développe-

ment et ses partenaires, qui a réuni des experts de 16 pays pour une formation pratique sur l'utilisation de la norme SDMX et de la Plateforme de données ouvertes 2.0 (ODP 2.0). Les progrès sont particulièrement visibles dans le domaine des données ouvertes, grâce à des initiatives panafricaines comme l'ODP 2.0, conçue pour être compatible avec la norme SDMX. Selon le dernier rapport sur l'inventaire des données ouvertes (ODIN), dix pays africains dépassent désormais un score de 60 sur 100, contre seulement deux en 2020. Pour la première fois, le Maroc, le Burkina Faso et le Sénégal ont obtenu un score supérieur à 70, se classant parmi les 35 pays les mieux notés au monde. Entre 2022 et 2024, l'Afrique a enregistré une progression moyenne de 23 %

de ses scores ODIN, la plus forte hausse régionale. L'adoption croissante de la norme SDMX par les pays africains est le fruit d'une mobilisation conjointe des institutions continentales et des partenaires internationaux. Au-delà des aspects techniques, cette évolution traduit une volonté d'améliorer la transparence, la qualité et la comparabilité des données, afin de soutenir des politiques publiques fondées sur des preuves. En plaçant la norme SDMX au cœur de leurs systèmes, les pays africains se préparent à répondre aux besoins futurs en matière de gouvernance, de développement et d'intégration régionale, tout en offrant aux citoyens et aux décideurs un accès élargi à des données fiables et harmonisées.